

Le président Tebboune ordonne l'annulation des poursuites judiciaires contre les jeunes bénéficiaires de crédits de l'ex-ANSEJ



P.24

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3144 Mercredi 24 Novembre 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

**Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz**

Elections locales

La campagne prend fin suivie du silence électoral

P.03



ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE



**L'ANIE désigne les SG
des délégations des
wilayas d'Alger, Oran,
Constantine et Annaba**

P.03

APN



**Les députés saluent la
teneur du projet de loi
relatif à la lutte contre
la spéculation illicite**

P.02



Locales du 27 novembre : Appel à une participation massive à la clôture de la campagne

P.03

Benabderrahmane : La fraude et l'évasion fiscales ont atteint des niveaux "intolérables"

La fraude et l'évasion fiscales ont atteint des niveaux "intolérables", a indiqué mardi à Alger, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, soulignant la détermination de l'Etat à améliorer le recouvrement fiscal.

"La fraude et l'évasion fiscales ont atteint des niveaux intolérables, notamment face aux besoins de financement pour la prise en charge des exigences du budget de l'Etat", a souligné M. Benabderrahmane qui répondait aux interrogations des membres du Conseil de la nation sur le texte de loi de finances 2022.

"A cet effet, l'Etat est déterminé à réhabiliter et à moderniser l'administration fiscale mais aussi à mobiliser les ressources matérielles et humaines", a-t-il dit.

Soulignant que la modernisation de l'administration fiscale était au centre du processus de réforme et de développement de l'économie nationale, le Premier ministre a fait remarquer que le rétablissement de la confiance entre le citoyen et l'administration "constitue un facteur clé dans cette modernisation".

Le paiement de l'impôt "constitue l'un des éléments essentiels de la citoyenneté", considère-t-il, rappelant que le volet relatif à la réforme fiscale globale dans le Plan d'action du gouvernement, "s'inscrit dans le cadre de la démarche globale visant à appuyer la nouvelle vision économique de l'Etat algérien et à faire face aux exigences des équilibres financiers, tout en préservant le caractère social des politiques publiques".

Réitérant l'intérêt particulier



accordé par les pouvoirs publics à l'amélioration du recouvrement fiscal, le Premier ministre a précisé que "le Gouvernement a décidé de mettre en place un programme d'action afin d'améliorer le recouvrement fiscal, à travers une refonte régime fiscal national en vue de corriger les dysfonctionnements et les pertes importantes qui touchent l'économie nationale".

S'agissant des conditions professionnelles des administrations fiscale et douanière, M. Benabderrahmane

a indiqué "le Gouvernement œuvre d'arrache-pied à l'effet de les améliorer et les rendre plus agréables, pour que la recette fiscale atteigne les niveaux escomptés".

Il a également ajouté que le programme du Gouvernement prévoit "la mise au point d'une stratégie pluriannuelle pour la réforme des deux systèmes fiscal et douanier et la mise en place des mesures d'urgence à court terme, dans le but de prendre en charge les dysfonctionnements constatés dans le programme de

modernisation".

Et d'annoncer le parachèvement en cours d'un programme intégré mis en place par le ministère des Finances pour "la modernisation structurelle, fonctionnelle et technique de gestion des services de la Direction générale des impôts (DGI)".

Entre autres réalisations obtenues en la matière, le Premier ministre a rappelé la création d'une Direction des Grandes Entreprises (DGE), chargée de la gestion des dossiers fiscaux des grandes entreprises et des compagnies pétrolières, ainsi que la réception de 40 centres des impôts (CDI) sur 56 centres chargés de la gestion des dossiers des moyennes entreprises, et de 132 centres de proximité des impôts (CPI) sur 250 centres programmés.

Le projet de loi relatif au code pénal vise à réprimer les crimes commis contre la société

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a indiqué lundi à Alger que les amendements prévus dans le projet de loi relatif au code pénal visaient à réprimer les crimes commis contre la société et à mettre fin à certains phénomènes. Répondant aux observations des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant ce projet de loi qu'il leur a présenté, le ministre a précisé que les nouvelles dispositions "visent à réprimer les crimes qui sont commis contre la société", soulignant que le juge jouit du pouvoir discrétionnaire dans l'application de la loi contre les auteurs.

Plusieurs crimes commis notamment par des jeunes sont dus aux conditions sociales difficiles, d'où le pouvoir discrétionnaire laissé au juge, a-t-il expliqué. Et c'est aussi la raison pour laquelle certaines peines vont de deux (2) mois à cinq (5) ans de prison, a-t-il ajouté.

70% des jeunes qui gardent les voitures dans des parkings



anarchiques sont des chômeurs qui imposent leur logique aux citoyens par la violence parfois, d'où la nécessité d'intervenir pour mettre fin à ce phénomène en attendant que les collectivités locales organisent les parkings, a affirmé le ministre.

Il a, par ailleurs, fait savoir qu'il sera procédé à la révision de la loi régissant les prisons pour améliorer les conditions carcérales et permettre aux détenus de travailler sur les chantiers pour alléger la peine privative de liberté.

APN : Les députés saluent la teneur du projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation illicite

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, la teneur du projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation illicite, un texte de nature à "garantir la sécurité et la stabilité de la société".

Lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'assemblée consacrée au débat du projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation illicite présenté par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, le député Hamza Zeghimi du parti du Front de libération nationale (FLN) a salué la teneur du document, mettant en avant la détermination de l'Etat à "lutter contre la corruption et corrompus".

Il a appelé à davantage de coordination entre les ministères de l'Agriculture et du Commerce concernant le stockage et de déstockage, soulignant la nécessité de faire la distinction entre le stockage autorisé et le stockage destiné à la spéculation illicite.

De son côté, le député Mohamed Mir (indépendant) a salué le contenu du projet de loi relatif



à la lutte contre la spéculation illicite qui intervient "dans une conjoncture économique, financière, politique et sanitaire extrêmement difficile, qui exige que tout un chacun veille à faire face à la pandémie, à lutter contre les comportements étrangers à notre société et à envisager des réformes radicales et audacieuses, notamment en ce qui concerne la lutte contre toutes formes de fraude et de spéculation et autres problèmes qui entravent le développement de notre pays".

Il dira, à cet égard, qu'il faudrait veiller à sanctionner la partie impliquée dans le crime de spéculation illicite et non le propriétaire du local où la marchandise stockée de manière illégale est saisie.

Pour sa part, le député du Mouvement El-Bina, Rachid Cherchar s'est félicité des

dispositions contenues dans le texte de loi qui devrait, a-t-il dit, barrer la route aux "marchands de crises", avant de formuler des critiques à l'égard du texte, notamment concernant la définition de la spéculation illicite, "ambiguë" selon lui, appelant le ministère concerné à déterminer les marchandises touchées par la nouvelle loi.

A son tour, le député du Front El Moustakbal, Mohamed Abassi, a salué le projet de loi qui vise, selon lui, à "stabiliser le marché national et à protéger le pouvoir d'achat du citoyen".

Pour M. Abassi, les lois ne suffisent pas à elles seules, mais il faut réaliser des enquêtes approfondies, en vue de déterminer les parties qui sont derrière la spéculation, proposant la création d'une "agence nationale numérique pour signaler les spéculateurs" à l'effet d'accélérer la prise des mesures nécessaires à leur encontre.

Les interventions des députés dans le cadre du débat de la Loi portant lutte contre la spéculation illicite, reprennent mardi matin.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EUURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

ELECTIONS LOCALES:

La campagne prend fin suivie du silence électoral

La campagne électorale pour les élections des Assemblées populaires communales et de wilaya, prévues le 27 novembre, prend fin ce mardi à minuit, soit 3 jours avant la date du scrutin, une période au cours de laquelle les candidats doivent s'abstenir de faire campagne, conformément à la Loi organique relative au régime électoral.

L'article 74 de cette loi stipule, en effet, que «nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire campagne, en dehors de la période prévue à l'article 73 ci-dessus» qui dispose que la campagne est «déclarée ouverte vingt-trois (23) jours avant la date du scrutin et s'achève trois (3) jours avant la date du scrutin».

Refonte du code des collectivités locales pour conférer davantage de prérogatives aux élus,

libérer ces élus de toutes les contraintes, ériger la commune en locomotive du développement local, en promouvant l'investissement et en créant de l'emploi, préserver et consolider la stabilité du pays, ont constitué les thèmes clefs abordés par les candidats affiliés à des partis politiques ou se présentant comme indépendants.

Dans une première évaluation, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a estimé que la campagne électorale s'est déroulée de manière «positive», les règles de bonne conduite ayant été respectées.

La loi organique relative au régime électoral énonce que «tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de



discrimination».

M.Charfi a fait état de quelques «dépassements mineurs», en relation avec le non-respect du protocole sanitaire pour faire face à l'épidémie du Coronavirus (Covid-19).

Le corps électoral s'est élevé, au terme de la révision exceptionnelle des listes électorales, à 23.717.479 électeurs et électrices, selon les données communiquées par l'ANIE, instance qui supervise tout le processus

électoral.

Quelque 800.000 encadreurs seront mobilisés pour le bon déroulement du scrutin dans 61.696 bureaux et 13.326 centres de vote.

Un total de 1.158 dossiers de candidature aux Assemblées populaires de wilaya (APW) a été retiré, dont 877 dossiers retirés par 48 partis politiques agréés et 281 par des listes indépendantes. Un total de 22.325 dossiers de candidature aux Assemblées populaires communales

(APC) a été également retiré, selon la même source.

Un protocole sanitaire en prévision des élections locales a été signé par l'ANIE et le ministère de la Santé, en vue de prévenir la propagation du Covid-19. Les deux parties ont souligné leur attachement à l'application stricte des mesures préventives pour le déroulement du scrutin «en toute sécurité», relevant que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour la réussite de ce rendez-vous.

Un budget de 8,67 milliards de dinars a été alloué pour les dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections locales.

M.Charfi a estimé que «toutes les conditions» de réussite des élections locales du 27 novembre «sont réunies», tout en relevant que cette réussite était «étroitement liée au degré d'éveil démocratique chez le citoyen».

LOCALES DU 27 NOVEMBRE :

Appel à une participation massive à la clôture de la campagne

L'appel à une participation massive aux élections locales du 27 novembre prochain constitue, à la clôture de la campagne électorale, l'essentiel du discours de plusieurs partis politiques en lice pour cette échéance de renouvellement des Assemblées locales (APC et APW).

Le président du parti El Fadjr El-Jadid, Tahar Benbaibèche, a réitéré, à partir de la wilaya de M'sila où il a animé un meeting au titre de la 19e journée de la campagne électorale, l'appel à une «participation massive

aux élections locales du 27 novembre».

M. Benbaibèche a souligné que son parti avait choisi des candidats «intègres et compétents» qui, estime-t-il, «vont relever le défi de convaincre les citoyens pour aller voter le jour de scrutin».

La présidente de Tajamoue Amal El Djazair (TAJ), Fatma-Zohra Zerouati, a elle aussi appelé, lors de son meeting électoral tenu dans hier (dimanche) à Mechria dans la wilaya de Nâama, «à une forte participation aux élections locales du 27 novembre pour choisir les candidats de sa



formation politique».

La responsable politique considère, lors du même

meeting, que les prochaines élections locales «constituent une responsabilité qui incombe

aux citoyens et une véritable épreuve pour choisir la personne qui devra défendre et soulever ses préoccupations et porter des idées réalistes au service de ses aspirations».

Dans la wilaya de Saida, le président du conseil consultatif du Mouvement El-Bina, Nacereddine Salem Cherif, a insisté, dimanche, sur une «participation massive aux élections locales du 27 novembre en cours pour élire des représentants au niveau des Assemblées locales élues et opérer, ainsi, le changement escompté».

L'ANIE désigne les SG des délégations des wilayas d'Alger, Oran, Constantine et Annaba

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) annoncera, mardi, les noms des Secrétaires généraux des délégations des wilayas d'Alger, Oran, Constantine et Annaba retenus à ce poste, a indiqué un communiqué de l'Autorité.

Dans le cadre du parachèvement des mesures de sélection et de désignation des secrétaires généraux des quatre délégations régionales pilotes des wilayas d'Alger, Oran, Constantine et Annaba de l'ANIE, et conformément aux dispositions de l'arrêté de l'autorité n 26 du 10 Dhu al-Qa'dah 1442



correspondant au 21 juin 2021, modifié et complété, qui prévoit la création d'un secrétariat général auprès des délégations de wilayas

de l'ANIE, son organisation et son fonctionnement, l'autorité annonce la sélection de quatre candidats pour leur désignation

en qualité de secrétaires généraux des délégations de wilayas sus citées, selon la même source.

L'ANIE a rappelé que l'opération de sélection s'est déroulée en trois étapes.

La première a consisté en la sélection de quatre candidats de chaque wilaya par la commission centrale d'étude des candidatures au poste de secrétaire général de délégation de wilaya de l'autorité, sur la base des dossiers déposés via la plateforme de cette instance. Les candidats ont, par la suite, passé un entretien oral avec la commission compétente au niveau des quatre délégations, qui a été présidé par le coordonnateur

de wilaya. Cette étape a permis de choisir deux candidats de chaque délégation de wilaya.

Pour ce qui est de la troisième étape, les deux candidats de chaque wilaya ont eu un entretien avec la commission centrale composée des conseillers du président de l'ANIE, qui a été présidé par M. Mohamed Charfi, et suivi de délibérations au terme desquelles quatre candidats ont été retenus pour le poste de Secrétaire général des délégations des wilayas d'Alger, Oran, Annaba et Constantine et dont les noms seront annoncés mardi sur le site officiel de l'ANIE.

Développent local, silence électoral et prérogatives des élus locaux, au menu de la presse nationale



Le développement local, la période du silence électoral, ainsi que la nécessité d’octroyer davantage de prérogatives aux élus locaux, tels sont les principales thématiques relevées, la veille de la clôture de la campagne électorale pour les locales du 27 novembre, par la majorité des titres nationaux parus mardi.

Sous le titre “place au silence électoral”, le quotidien “El-Moudjahid” est, ainsi, revenu sur les dispositions de l’article 74 de la loi organique relative au régime électoral, stipulant cette disposition réglementaire, dès la fin de la campagne électorale, avant d’aborder les principaux axes qui y ont été abordés par les différents candidats et formations politiques engagés dans cette course.

Et de revenir sur la première évaluation de cette étape par le président de l’Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, l’ayant qualifié de “positive”, eu égard, a-t-il argumenté, au “respect” des règles de bonne conduite par les concurrents.

Cela étant, rapporte le journal, des “dépassements mineurs” n’ont pas manqué d’émailler la campagne finissante, citant le

non-respect du protocole sanitaire imposé par l’épidémie de la Covid-19, avant de faire part des statistiques relatives à l’opération de vote, communiquées par ladite Autorité.

Abordant également la clôture de la campagne électorale, le quotidien “Horizons” a consacré un écrit sur “les ambitions” des différents partis politiques en lice, en se référant aux déclarations de leurs leaders, ainsi que les arguments développés par ces derniers pour convaincre le plus large électorat possible.

Dans une première évaluation de ladite campagne, le journal “L’Expression” a estimé que cette dernière a “gagné en intensité, au fil des jours, après des débuts timides et incertains”, qualifiant les activités ayant caractérisé les 20 jours impartis à cette procédure de “dure épreuve” pour les candidats. Ces derniers, explicite-t-il, ayant “peiné à convaincre”, tout en faisant remarquer que, contrairement aux précédentes élections, “l’administration n’est plus dans les plates-bandes des candidats et des formations politiques”.

Les “tirs croisés” en direction de l’ANIE ont également été évoqués, eu égard au “tollé de protestations” ayant marqué le

processus d’étude et de sélection des dossiers de candidature par ladite Autorité, citant en particulier le personnel de cette dernière au niveau local, auquel a incombé la mission de tri des dossiers.

A ce propos, le quotidien “Liberté” a fait cho de la déclaration du Front des Forces socialistes (FFS) qui, pour la 3ème fois, s’est insurgé contre “les dérives répétées et dangereuses” de l’instance présidée par M. Charfi, constatées, cette fois-ci, dans la commune de Talmine à Timimoune.

Dans le registre de la presse arabophone, le quotidien “Echâab” a estimé, sous le titre “la campagne s’achève, place à la voix du peuple”, “que les candidats ont été, “en rendez-vous direct avec les électeurs”, rapportant les plaidoyers des animateurs des rencontres de proximité et autres meetings populaires. Ces derniers ayant, pour leur majorité, insisté, sur “la nécessité de parachever l’édification des institutions de l’Etat”, est-il écrit.

Le même tabloïd a consacré un écrit sur le rôle des réseaux sociaux pour mieux faire connaître les candidats et leurs programmes respectifs, notant que la toile est une “alternative”

pour ces derniers afin de drainer le plus grand nombre de votants, d’où “l’intensification” de la campagne virtuelle pour y parvenir. Ceci, est-il ajouté, tout en privilégiant la voie classique les confrontant directement au peuple.

Sous le titre :” la campagne électorale...les heures de vérité”, “El-Massa” s’est, quant à lui, félicité de “l’absence des discours de haine et de discrimination”, d’où le “respect des règles” régissant cette étape du processus électoral, avant de relever “la partialité” ayant caractérisé le temps d’intervention impartis aux candidats et représentants des partis dans les médias audiovisuels.

Et de rapporter, parmi les plaidoyers des formations politiques, celle du Rassemblement national démocratique (RND) selon laquelle le prochain rendez-vous électoral est susceptible d’apporter “des solutions pratiques” à même de booster le développement du pays. Ou encore celles d’”El Fadjr El-Djadid” appelant à “un vote massif pour contrecarrer les opposants au changement” et de “Tadjamou Amel El-Djazair”, plaidant pour l’exploitation des ressources locales pour

concrétiser la prospérité.

De son côté, le quotidien “Echourouk” a abordé le déroulement de la campagne électorale sous différents angles, dont celui du “recours par les candidats aux projets réalisés par l’Etat à leur profit”, qualifiant cette démarche de “surenchère électoraliste”, ou encore l’épisode du “retrait” de certains candidats de la course électorale, dans la wilaya d’El-Oued.

Enfin, “El-Khabar” a été tranchant en qualifiant de “froide” la campagne en voie d’achèvement, tout en notant une “sorte de boycott” des rassemblements “officiels” par les présidents de partis, au niveau de 25 communes de la wilaya de Blida, et ce, contrairement au précédent scrutin.

Et de répercuter les mises en garde du président du parti “El-Fadjr El-Djadid”, Tahar Benbiabèche, quant au phénomène du “désintérêt électoral”, ainsi que le constat du leader du “Front El-Moustakbal”, Abdelaziz Belaid”, selon lequel l’Algérie est confrontée à un problème de moralité et non pas d’ordre politico-économique”.

Energies renouvelables : 11 sites retenus pour la réalisation du projet de production de 1.000 MW solaires

Le ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables a retenu 11 sites pour la réalisation du projet de "Solaire 1.000" qui comprend des stations de production d'énergie solaire d'une capacité globale de 1.000 mégawatts.

Dans un communiqué rendu public, le ministère a précisé qu'en attendant le lancement effectif de la nouvelle Société algérienne des énergies renouvelables "SHAEMS", un groupe de travail spécialisé a

été mis sur pied pour préparer les documents relatifs à l'appel d'offre destiné aux investisseurs dans le cadre du projet "Solaire 1.000" et examiner les éléments externes liés à ce dernier.

Le groupe de travail a élaboré un travail préliminaire en prévision du lancement du projet "Solaire 1.000" avant la fin de l'année en cours.

Il s'agit notamment du choix des sites adaptés aux exigences de réalisation des stations d'énergie solaire du projet "Solaire 1.000", en tenant compte de

l'accessibilité aux sites et de la possibilité de raccordement au réseau électrique.

11 sites d'une capacité globale de 4250 hectares ont été retenus, avec la participation efficace des wilayas concernées, à savoir El-Bayadh, Ouargla, El Oued, El M'Ghair, Ghardaïa et Béchar.

Le même groupe a fixé les conditions financières requises pour ce type de projets afin d'assurer son financement par les investisseurs, avec le concours du ministère des Finances.



Obliger toutes les communes à utiliser l'énergie solaire dans l'éclairage public

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a donné dimanche des instructions pour obliger toutes les communes du pays à utiliser l'énergie solaire dans l'éclairage public, selon un communiqué du Conseil des ministres.

Ces instructions ont été données à l'issue d'un exposé sur le secteur de la transition énergétique présenté lors du conseil des ministres présidé le président de la République, précise le communiqué.

Le Président Tebboune a ordonné d'"obliger toutes les communes du pays à utiliser l'énergie solaire dans l'éclairage public, y compris au niveau des voies express et les zones montagneuses à l'instar des Aurès, l'Ouarsenis et Djurdjura".



Le chef de l'Etat a insisté sur "l'importance de rationaliser la consommation locale du gaz en vue de préserver les ressources énergétiques, et augmenter partant les capacités d'exportation", appelant à "coopérer avec les pays développés dans les recherches sur les techniques de généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables".

Il s'agit également de redéfinir les critères relatifs à l'importation des chauffages à utilisation domestique de manière à prendre en considération les normes

de sécurité et la transition énergétique en cours.

Concernant le secteur du bâtiment et des travaux publics, le président Tebboune a ordonné d'orienter progressivement ce secteur vers l'adoption de normes environnementales peu énergivores permettant d'éviter l'utilisation de matériaux nuisibles à l'environnement, mettant l'accent sur l'interdiction d'utilisation du bois dans les projets de réalisation de logements, et son remplacement par le PVC afin de préserver la richesse forestière.

Le chef de l'Etat a ordonné d'installer le Haut conseil de l'énergie, dans les meilleurs délais, pour lui confier les tâches de prospective et d'évaluation dans ce domaine, ajoute la même source.

Obligation de renseigner les quantités de matières premières



Les établissements de fabrication pharmaceutique sont dans l'obligation de renseigner de manière hebdomadaire les quantités de matières premières disponibles, selon une note publiée dimanche par le ministère de l'Industrie pharmaceutique. Selon cette note publiée sur la page officielle du ministère, il a été procédé à l'actualisation du canevas de la déclaration des états de stocks qui doit être transmise de manière hebdomadaire par courrier électronique.

"Il est porté à la connaissance des directeurs techniques des établissements pharmaceutiques de fabrication qu'additionnellement aux déclarations figurant dans les états hebdomadaires de stocks,

une colonne supplémentaire est à renseigner dans le nouveau canevas téléchargeable sur le site internet du ministère", explique la même source.

Cette mesure intervient dans le cadre des dispositions prises par le ministère de l'Industrie pharmaceutique relatives au suivi "rigoureux" de la disponibilité des médicaments.

Pour rappel, le ministère a rendu obligatoire l'envoi de la déclaration des états de stocks chaque jeudi avant 12:00, avec l'obligation de déclarer à la direction de la veille stratégique du ministère tout changement dans le programme de fabrication dans un délai de trois mois minimum "afin d'anticiper toute tension ou rupture pouvant affecter ces produits".

Sonatrach participe à Tripoli au Sommet libyen sur l'énergie et l'économie

Sonatrach participe au Sommet libyen sur l'énergie et l'économie qui se tient à Tripoli les 22 et 23 novembre, a indiqué mardi un communiqué du groupe.

Sonatrach participe à ce sommet avec une délégation composée de cadres supérieurs du groupe et des PDG de ses filiales spécialisées dans les services pétroliers.

Ce sommet est l'occasion d'examiner les moyens de coopération avec la partie libyenne à travers la participation des filiales

de Sonatrach aux opérations de mise à niveau et de maintenance des installations pétrolières et gazières et la reprise très prochaine par le groupe de ses activités d'exploration et de production, a précisé la même source.

Plusieurs compagnies mondiales spécialisées dans le domaine pétrolier, gazier et énergétique prennent part à cet événement économique majeur qui vise à présenter le plan d'investissement du gouvernement libyen dans les secteurs du pétrole et du gaz

pour augmenter les capacités de production et les programmes de formation et de mise à niveau des cadres libyens.

Les projets d'investissement dans les énergies renouvelables et de développement du réseau public d'électricité seront également présentés à cette occasion.

A noter que Sonatrach est présente en Libye en vertu de contrats de partenariat avec la Compagnie pétrolière nationale libyenne dans le domaine de l'exploration et de la production.

ANNABA / LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

**La 7^{ème} sûreté urbaine à pied d'œuvre :
Quatorze (14) personnes arrêtées en 48 heures**

LB
Les efforts conjugués des différents corps de police relevant de la sûreté de wilaya d'Annaba et le dispositif sécuritaire mis en place pour lutter contre la criminalité et tout autre

délit ont donné des résultats performants eu égard aux statistiques enregistrés depuis le début du mois de novembre de l'année en cours. En effet, la 7^{ème} sûreté urbaine a dressé un bilan très satisfaisant ces dernières 48

heures d'activité au niveau de la corniche du chef-lieu de la wilaya. Près de 14 individus ont pu être arrêtés pour avis de recherches ainsi que pour détention et usage de drogue et des substances psychotropes et détention

d'armes blanches qu'ils utilisaient soit dans des actes de violence personnelle ou lors des agressions. Les mis en cause, ont été placés en détention provisoire en attendant l'instruction judiciaire de ces affaires.



ANNABA / CRIMINALITÉ

De nombreux citoyens dénoncent les dégâts causés à leurs véhicules et les tentatives de vol

LB
Il est clair que la fin du cauchemar des vols de véhicules ne semble pas être pour bientôt et ce, malgré toutes les précautions habituelles prises par leurs propriétaires. Les malfaiteurs diversifient leurs façons d'opérer et s'ingénient à inventer les stratagèmes les plus machiavéliques pour piéger leurs victimes. Rappelons qu'au niveau de plusieurs quartiers de la wilaya, de nombreuses tentatives de



vols en plein jour ont été dénoncées par les habitants. En effet, nous citerons le

cas des malfrats qui ont tenté de dérober des voiture stationnées aux abords de

la mosquée "Abi Baker Essedik" où des citoyens ont trouvé les vitres de leurs véhicules complètement saccagées par des individus jusque-là non identifiés. Plusieurs citoyens ont dénoncé ce phénomène qui hante les résidents de la ville. En sachant que c'est pratiquement les mêmes types de voitures qui sont ciblées, notamment de marques « SPARK ». Les éléments de la sécurité traitent en moyenne une déclaration de vol de voiture par semaine. Ces délits ont

suscité de vives inquiétudes chez les propriétaires de véhicules, qui semblent être les victimes privilégiées de ces malfaiteurs, à l'encontre desquels les services de sécurité devraient renforcer leurs investigations pour remonter la filière et cerner ces malfaiteurs. Mais leur travail doit être soutenu par les citoyens, premiers concernés et premiers ciblés. Les citoyens doivent soutenir les services de police qui ne font que veiller sur leur sécurité et leurs biens.

ANNABA / INTOXICATION AU MONOXYDE DE CARBONE

La protection civile sensibilise contre les risques liés à l'utilisation des appareils de chauffage dans les lycées

Sihem.Ferdjallah
Les services de la Protection civile d'Annaba ont initié une campagne de sensibilisation à travers plusieurs lycées au niveau de quatre communes, contre les risques liés à l'utilisation des appareils de chauffage. Cette initiative permettra de mettre l'accent sur les méfaits du monoxyde de carbone émis par les appareils

de chauffage. Les services de la protection civile ont ciblé par cette opération un plus grand nombre d'élèves. En effet, le nombre de victimes par intoxication au monoxyde de carbone enregistré, chaque année, renseigne sur l'ampleur des risques. Pour éviter de tels accidents, les séances de sensibilisation ont porté sur la nécessité d'aérer les maisons en cette période de froid, où

les appareils de chauffage sont très utilisés. Elle comprend également des conseils préventifs sur les installations intérieures des appareils de chauffage, la libération des bouches de ventilation de toute obstruction, et le ramonage des cheminées par des professionnels pour éviter les accidents de gaz domestiques. La Protection civile a dans le cadre de cette campagne,



sensibiliser les élèves, autour du respect des règles et des normes de sécurité puisque, a indiqué notre source, ces accidents sont souvent la

conséquence de la mauvaise aération ou de son absence, de la non-conformité des équipements de chauffage, du mauvais montage et de la mise en œuvre aléatoire de ces équipements par un personnel non qualifié, particulièrement l'utilisation d'appareils de chauffage et de chauffe-eau défectueux fonctionnant au gaz.

ANNABA / TRANSPORT

Transfert de bus à destination de la circonscription Benmostefa Benaouda (Ex-Draa Errich) de Sidi Brahim à la station "Kouche Nourreddine"

Sarah Yahia
Officiellement, le parc de la station de bus interurbain "Kouche Nourreddine" vient d'être renforcé par l'affectation de bus de transport suburbain à destination

de la circonscription "Benmostefa Benaouda". (ExDraa Erich), et ce après les maintes réclamations des riverains. Rappelons que ces derniers avaient revendiqué le transfert de leur bus de transport de la

station Sidi Brahim vers "Kouche Nourreddine" afin de faciliter leurs déplacements. De nombreux voyageurs s'étaient déjà plaints auprès des autorités de l'éloignement pour eux de la station "Sidi Brahim" qui

se trouve presque en dehors du chef-lieu de la ville et caractérisée par l'absence de commodités d'accueil. Maintenant que les transports ont repris du service, il est temps d'engager des travaux de rénovation de cette station.



ANNABA / Célébration de la journée mondiale du diabète

Journée porte ouverte les 23 et 24 novembre au centre de santé "Larbi Kherouf"



LB

La célébration de la Journée mondiale du diabète, le 14 novembre, a été marquée par une série d'activités organisées à travers la wilaya, soutenues par le secteur médical. Des laboratoires et services de diabétologie des hôpitaux, se sont mobilisés, cette année pour mieux faire connaître cette maladie, sensibiliser sur ses complications et informer sur les moyens de prévention et de prise en charge. Des portes ouvertes, ont été organisées au niveau du centre de santé "Larbi Khrouf", hier, et aujourd'hui, selon notre interlocuteur le Dr. Cherifi Mohamed « la population est donc invitée à venir et trouvera sur place toutes les informations nécessaires sur cette pathologie ». Ces ateliers permettront aux diabétiques

de mieux connaître leur maladie et de s'informer sur les conditions de leur prise en charge et les moyens de prévention et de traitement ainsi que sur l'importance du suivi d'un régime alimentaire sain et la pratique du sport. Il s'agit également d'expliquer aux patients les modalités d'obtention des cartes de soins s'ils ne sont pas assurés. Le visiteur peut ainsi bénéficier gracieusement d'un bilan de santé, d'un test de glycémie, d'une prise de tension artérielle ainsi que du calcul de sa masse corporelle... Ces examens ont pour but principal le dépistage des facteurs de risque d'un diabète, ainsi que d'éventuelles complications liées à cette pathologie. Des médecins et spécialistes seront présents tout le long de la manifestation afin de répondre aux questions des visiteurs.

ANNABA / El Bouni Privés d'eau potable depuis plus de deux semaines...

Les habitants de "Sarouel" bloquent la ligne ferroviaire d'El Bouni



Sarah Yahia

Dans le but d'attirer l'attention des autorités locale, les habitants de la cité "Sarouel" de la commune d'El Bouni sont descendus dans la rue pour protester contre le manque, voire l'absence totale de l'eau potable qui a cessé de couler dans leurs robinets depuis près d'une quinzaine de jours. Ces derniers ont procédé, la nuit de dimanche dernier, à la fermeture de la ligne ferroviaire d'El Bouni. Les protestataires ont bloqué la ligne à l'aide de pneus, de troncs d'arbres et de blocs de pierres, malgré les assurances affichées par les responsables concernés pour rétablir la distribution

d'eau potable. Ces derniers ont occupé la ligne pour crier leur ras-le-bol contre l'absence de cette matière si précieuse. «Nous nous sentons marginalisés depuis plus de deux semaines...c'est pourquoi, nous sommes arrivés à la limite de notre patience...et nous exigeons la présence des autorités concernées pour trouver une solution à cette problématique » ont-ils affirmé. Un véritable calvaire pour ces habitants qui souffrent le martyre en l'absence d'eau potable. Les résidents de la cité ont introduit plusieurs réclamations auprès des services concernés, pour trouver rapidement une solution à ce problème, mais en vain, la situation demeure inchangée.

ANNABA / Faits divers

Un jeune homme tente de se suicider en s'immolant par le feu à Sidi Salem



Sarah Yahia

Les habitants de la cité Sidi Salem ont été secoués par le triste drame survenu, dimanche après-midi passé. Selon une source d'information, un jeune homme âgé de 24 ans identifié sous les initiales C.H.T qui réside dans la même localité a tenté de mettre fin à ses jours en s'aspergeant d'essence. Grièvement blessé avec des

brulures du 3ème degré sur plusieurs parties de son corps, le jeune a été aussitôt évacué au service des urgences de l'hôpital "Ibn Sina" d'Annaba par les services de la protection civile. Les agents de la protection civile ont été mobilisés pour prêter secours à la victime. Une enquête minutieuse a été diligentée par les services concernés afin de déterminer les raisons exactes de cet acte désespéré.

Société / Violences faites aux enfants

L'année 2021 marquée par des chiffres alarmants



Ces dernières années, la violence ne cesse de s'accroître dans la société algérienne, faisant régner un climat de peur et d'inquiétude incessante puisque cette violence n'épargne personne ; ni les plus jeunes, ni les plus faibles. Alors que les chiffres de violences faites aux femmes font froid dans le dos, les chiffres récemment révélés, les violences faites aux enfants le sont tout autant. En effet, les services de la sécurité nationale ont enregistré 5.412 cas de violences faites aux enfants, et ce, durant les neuf derniers mois de l'année courante. A l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant

(20 novembre) ces statistiques ont été communiquées révélant un réel problème de violence croissante contre une catégorie si innocente de la société. Les mêmes statistiques révèlent que 29% de ce chiffre inquiétant sont des parents qui violentent leurs enfants, 2220 sont sujets à ce danger dont 188 ont été placés dans les centres. Les services de la gendarmerie nationale ont enregistré l'année dernière 6.963 cas d'enfants violentés dont 4395 filles. Ces statistiques incluent 344 affaires d'injures et 45 affaires de « harassement » avec les enfants. Quant aux agressions sexuelles, 43 enfants ont été victimes de ce type

d'agression en 2020.

L'innocence au cœur de la délinquance

De plus en plus d'enfants se retrouvent dans les crimes et les délits ; 504 enfants dans les affaires de vols et 149 enfants auteurs d'actes indécentes. Raison pour laquelle les services de la gendarmerie chargés des mineurs ont effectué 9.000 campagnes de sensibilisation l'année passée relatives à la protection de l'enfant de la violence et du danger, assurant la réinsertion de 488 enfants, ayant pour but de protéger cette catégorie importante de la société qui participera à l'édification d'un futur meilleur.

ANNABA / EMIGRATION CLANDESTINE

La gendarmerie nationale procède au démantèlement d'un réseau de quatre (4) passeurs

Sihem Ferdjallah
Les candidats à une mort certaine sont d'autant plus nombreux que les réseaux des passeurs surabondent de toutes parts, ces derniers faisant l'objet de démantèlement l'un après l'autre. Le dernier en date remonte à cette semaine où les services de la gendarmerie nationale d'Annaba ont

annoncé l'arrestation de quatre (4) passeurs, suspectés d'appartenir à un «réseau criminel spécialisé dans l'organisation et la facilitation de l'immigration illégale». Âgés de 25 et 35 ans et originaire de Mila et Constantine, ils sont soupçonnés d'avoir «extorqué» des candidats à l'exil de la wilaya d'Annaba, afin de les faire émigrer clandestinement



à bord d'embarcations de fortune à partir de Chétaïbi. Des recherches et investigations sur le terrain se poursuivent

pour arrêter d'autres personnes. Durant la même opération, ils ont procédé à la saisie d'une somme d'argent estimée à 1230 euros et 50 millions de centimes, 14 téléphones portables, du matériel pour les marins, des quantités de denrées alimentaires, des cigarettes, et la saisie de deux véhicules. Après avoir terminé les enquêtes et les différentes procédures

judiciaires, les mis en cause ont été présentés aux autorités compétentes. A noter que de nombreux réseaux de passeurs ont été démantelés mais en vain le phénomène revient en force. En 2020, sur les 35 656 migrants clandestins arrivés en Espagne jusqu'au mois de novembre, 10 930 étaient Algériens, selon le journal espagnol El Independiente.

BATNA

Lancement de la 1ère version en braille du kit de l'Unicef de l'expression et de l'innovation

L'association "El Moustakbel" pour le développement de Batna a lancé, lundi dernier, la première version en braille du kit de l'Unicef de l'expression et de l'innovation en présence de la représentante de cette organisation en Algérie et coordinatrice des programmes, Dr. Thoria Hassan Hussein, selon APS.

Une copie a été remise à la représentante de l'Unicef à l'école des sourds-muets de la ville de Batna en marge des deux ateliers organisés par cette association sur ce kit au profit des enfants scolarisés de cette école et d'enfants autistes à l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits de l'enfant (20 novembre).



Dr. Thoria Hassan Hussein a considéré que la version en braille du kit de l'expression et de l'innovation est "un don précieux de l'Algérie à tous les enfants aux besoins spécifiques du monde notamment les malvoyants", exprimant sa joie et celle de sa collègue à l'Unicef Nawal Abdessamed de se trouver à Batna et dans

cette école spécialisée, où des enfants aux besoins spécifiques ont utilisé pour la première fois en braille le kit de l'expression et de l'innovation développé par l'Unicef.

Elle a également ajouté que cette initiative de l'association "El Moustakbel" pour le développement de Batna sera utile pour les adolescents de 10-

19 ans aux besoins spécifiques de l'Algérie mais aussi à leurs pairs à travers le monde qui peuvent ainsi profiter de ce kit pour développer leurs compétences sociales et créatives.

De son côté, le directeur de l'action sociale et de la solidarité de Batna, Mohamed Lamine Rehaïlia, a affirmé à l'APS que toutes les facilités et l'accompagnement nécessaires ont été accordés à l'association pour concrétiser ce projet.

De même, le directeur de l'école des malvoyants, Mohamed Messaïdia, a salué l'initiative qui a eu un écho très favorable chez les écoliers de l'établissement ayant pris part à ce premier atelier du genre en Algérie.

Le coordinateur du projet Upshift de l'association

El Moustakbel pour le développement, Miloud Samaï, et la présidente de l'association, Saada Berdjouh, ont indiqué qu'un groupe d'enseignants et animateurs de l'association ont participé à la concrétisation de ce projet pendant plusieurs mois en transposant les 12 activités du kit en braille et sous forme tactile.

Les délégués de l'Unicef arrivés dimanche à Batna y séjourneront pendant trois jours qui seront consacrés à l'évaluation du projet Upshift de l'association El Moustakbel pour le développement dans ses trois volets à savoir l'entrepreneuriat social, le kit d'expression et de l'innovation et le plaidoyer sociojuridique du mouvement associatif.

MASCARA / HARCÈLEMENT

Suspension controversée d'un enseignant

C'est depuis deux jours que les réseaux sociaux en Algérie sont en ébullition suite à la suspension, par le directeur d'un lycée, d'un enseignant de sciences islamiques. Entre ceux qui crient au scandale, et ceux qui trouvent que cela est tout à fait « normal », l'affaire divise, et chacun campe sur ses positions.

Mais que s'est-il passé ? En fait, cela dépend des versions, et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'une enquête a été dépêchée par la direction de l'éducation nationale de la wilaya de Mascara. Un comité dont la tâche est de lever le voile sur les tenants et les aboutissants de cette affaire s'est rendu, vendredi dernier, au lycée Abi Rass Al Naciri, situé au chef-lieu de la même wilaya.

Suspendu car il a « conseillé » les lycéennes ?

Il s'agit d'un enseignant qui a été engagé dans ledit lycée, il y a moins de 40 jours. Jeune, barbe hirsute, l'enseignant affirme devant les caméras de la télévision que la raison de sa suspension par le directeur de l'établissement est le fait qu'il eut voulu bien faire en « conseiller » quelques écolières de « porter le voile ».

« Le directeur m'a suspendu pour cette seule raison, comme vous l'avez sûrement entendu, c'est parce que j'ai conseillé deux filles, ou deux ou trois ou quatre, je ne sais pas combien, de s'habiller plus pudiquement », a déclaré l'enseignant désormais interdit de franchir le seuil de portail du lycée.

Le jeune enseignant affirme aussi qu'il distribuait des « dépliants » pendant les cours à ses élèves. Ces dépliants dont on ignore le contenu, ne s'inscrivent toutefois pas



dans le programme établi par le ministère de l'éducation nationale. L'enseignant indique toutefois que cela est tout à fait légal, vu que « ça l'aidait dans ses cours ».

Il a également parlé d'un livre dont « le titre est effrayant, mais dont le contenu parle d'histoire ». Selon lui, ce livre est loin d'être en contradiction avec « les préceptes du 1er novembre ». D'après les déclarations de cet enseignant, il est clair qu'il était loin de se conformer au programme fixé

par le ministère, et que ses « conseils » controversés n'étaient que la goutte qui a fait déborder le vase de la direction du lycée.

Harcèlement : Les graves accusations du directeur... Bien que les aveux de l'enseignant soient suffisants, vis-à-vis de la loi, pour acter son limogeage, le directeur de l'établissement scolaire enfonce le clou, et affirme que cet enseignant constitue un danger pour les élèves.

En effet, le premier homme au sein de l'établissement affirme

que plusieurs élèves et parents d'élèves se sont plaints de l'inacceptable comportement de cet enseignant. Certains lycéens ont affirmé que le prof « délaissait son cours et nous parlait du hijab, du niqab et de choses encore plus dangereuses », confie le directeur.

Le responsable ajoute que le professeur démis de ses fonctions parlait aux élèves de ce qu'il appelait « les origines de berbérisme en Algérie », ce qui n'a absolument aucun lien avec la matière qu'il est censé enseigner. Mais il y a encore plus grave, soutient le directeur, qui avoue qu'il détient les « preuves solides » qui confirment que l'enseignant s'adonnait à des harcèlements envers les lycéennes. Ces preuves ont été présentées par les élèves et leurs parents, et le directeur assure qu'il compte entamer une procédure judiciaire.

L'Union européenne confrontée au « Brexit sans fin » de Boris Johnson

Deux ans après l'accord, l'UE fait face à la contestation de Londres sur son application en Irlande du nord. Les Britanniques tentent de diviser les Vingt-Sept, mais la Commission a choisi pour l'instant la conciliation, selon le monde fr.

Analyse. Une histoire sans fin. Cinq ans et demi après que les Britanniques ont choisi de quitter l'Union européenne (UE), Londres et Bruxelles continuent à négocier les conditions de leur divorce, comme si cette rupture ne devait jamais être consommée. Au terme de négociations aussi longues que difficiles, deux accords ont pourtant été signés entre le Royaume-Uni et les Vingt-Sept, en octobre 2019 puis en décembre 2020, qui encadrent leurs relations et devaient, en théorie, leur permettre de partir sur de nouvelles bases.

Bien sûr, Londres a quitté les institutions européennes. Mais le



gouvernement de Boris Johnson n'en finit pas de contester les accords qu'il a signés, quand bien même ils ont été adoptés par les députés de Westminster. Aujourd'hui, Boris Johnson souhaite renégocier le très sensible protocole nord-irlandais, un accord aussi complexe que bancal – personne n'a trouvé mieux

– qui permet d'éviter le retour d'une frontière physique entre les deux Irlandes et de respecter l'accord de paix entre Dublin et Belfast : il offre un statut dual à l'Irlande du Nord – elle fait partie du Royaume-Uni, mais reste dans l'UE pour les échanges de biens – et prévoit donc des contrôles en mer (que les Vingt-

Sept ont délégués aux Britanniques) entre Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

Au-delà de la question des contrôles qu'il veut supprimer, le premier ministre exprime plusieurs exigences, inacceptables pour Bruxelles. Entre autres, il refuse que son pays puisse être soumis aux décisions de la Cour de justice de l'UE (dispositif justifié par le fait que l'Irlande du Nord reste dans le marché intérieur). Jusqu'au-boutiste, le premier ministre menace même d'activer l'article 16 du protocole, permettant sa suspension unilatérale, si Bruxelles n'accepte pas de réécrire le texte.

« Un morceau de l'UE »

Pour leur part, les Européens ne tombent pas dans la surenchère et se disent prêts à tous les efforts pour trouver un compromis. A condition, martèlent-ils, de ne pas compromettre la paix en Irlande, ni de mettre en danger le sacro-saint

marché intérieur, auquel l'Irlande du Nord pourrait être une porte d'entrée déloyale si les contrôles ne suivent pas. « Ce qui est en jeu ici, c'est un morceau de l'UE », juge Elvire Fabry, de l'Institut Jacques-Delors. La Commission, tout en assurant préparer des mesures de rétorsion contre le Royaume-Uni, si celui-ci venait à activer l'article 16, continue donc à négocier avec Londres.

Elle est désormais prête à alléger substantiellement les contrôles sur les biens venant de Grande-Bretagne et destinés à rester en Irlande du Nord, notamment la fameuse saucisse anglaise. En contrepartie, les Vingt-Sept souhaitent pouvoir vérifier que ces marchandises ne seront pas, en réalité, destinées à la République d'Irlande, et donc à l'Europe... Compte tenu de la détérioration de la confiance entre Bruxelles et Londres, il s'agit là d'un véritable pari.

L'ancien président de Corée du Sud, Chun Doo-hwan, est mort

Ex-chef d'état-major de l'armée sud-coréenne, il accède au pouvoir en 1980 et met en place une dictature militaire marquée par la répression sanglante des émeutes dans la ville de Gwangju. Il sera contraint de démissionner en 1988. Il est mort mardi, à l'âge de 90 ans, selon le monde fr.

Le général-président Chun Doo-hwan, mort mardi 23 novembre à l'âge de 90 ans chez lui à Séoul, selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, instaura une dictature militaire marquée par l'un des épisodes les plus sanglants de l'histoire de la Corée du Sud depuis la guerre fratricide avec le Nord (1950-1953) : le massacre par les troupes d'élite, en mai 1980 à Gwangju, de centaines de civils à la suite d'un soulèvement populaire. Il avait succédé à un autre général, Park Chung-hee, assassiné en octobre 1979.

Né le 18 janvier 1931 dans une famille modeste de Yulgok-myeon, petite commune de la province de Gyeongsang du Sud, Chun Doo-hwan connut une enfance difficile. La Corée était alors sous la domination japonaise, et, après s'être installée à Daegu, sa famille dut fuir en Chine, en raison des démêlés de son père avec la police. Elle ne retourna à Daegu qu'à la suite de la capitulation du Japon.

Diplômé de l'Académie militaire en 1955, Chun Doo-hwan fut parmi les jeunes officiers qui soutinrent le putsch militaire de Park Chung-hee, en mai 1961. Il gravit rapidement les échelons de la hiérarchie militaire pour devenir, en 1969, conseiller spécial du chef d'état-major. Colonel, il commanda un régiment du contingent sud-coréen combattant au Vietnam aux côtés des Américains.

Club secret

Devenu général, commandant de

la première division d'infanterie, il fut nommé en 1979 à la tête des services de sécurité de l'armée. Avec l'aval de Park Chung-hee, il avait formé un « club » secret (baptisé Hanahoe : le « groupe Un ») réunissant des officiers de sa promotion originaires comme lui (et comme Park) de la province de Gyeongsang.

A la suite de l'assassinat de Park Chung-hee par Kim Jae-kyu, chef des services secrets (surnommés SCIA, ou « CIA coréenne »), le 26 octobre 1979 au cours d'un dîner à la présidence, Chun Doo-hwan fut nommé par le chef d'état-major, Jeong Seung-hwa, à la tête de la commission d'enquête. Sa première action fut de placer la SCIA sous son autorité – s'assurant ainsi le contrôle des deux plus puissantes organisations de sécurité du pays (militaire et civile).

Dans les semaines qui suivirent, épaulé par ses fidèles du « club



Hanahoe » qui court-circuitaient la chaîne de commandement, Chun prépara son putsch. Le 12 décembre, il ordonnait l'arrestation du chef d'état-major, accusé de complicité dans l'assassinat de Park – ce qui se révélera faux de nombreuses années plus tard.

Une série d'affrontements armés eut lieu dans la nuit entre les légalistes et les rebelles. Mais, à l'aube, ces

derniers avaient le contrôle de la capitale. Le 17 mai 1980, à la tête de la junte, Chun Doo-hwan étendit la loi martiale à l'ensemble du pays et fit arrêter une vingtaine d'hommes politiques. Une nouvelle dictature militaire s'annonçait et des manifestations éclatèrent en province. En particulier à Gwangju, chef-lieu du Jeolla du Sud (sud-ouest de la péninsule).

Ethiopie

Abiy Ahmed annonce se « mobiliser sur le front » pour mener la guerre contre les rebelles

Les déclarations du premier ministre interviennent alors que le Front de libération du peuple du Tigré affirme progresser vers Addis-Abeba, selon le monde fr.

Lundi 22 novembre, le premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a dit vouloir aller sur le front pour diriger les soldats affrontant les rebelles, alors que le conflit se rapproche d'Addis-Abeba. Déclenchée le 4 novembre 2020, la guerre entre les autorités éthiopiennes et le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), soutenu par l'Armée de libération oromo (OLA), a fait jusqu'à présent des milliers de morts et déplacé plus de 2 millions de personnes.



« A partir de demain [mardi], je serai mobilisé sur le front pour mener les forces armées », a déclaré Abiy Ahmed dans un communiqué posté sur Twitter : « Ceux qui

veulent être parmi les enfants éthiopiens qui seront salués par l'histoire, levez-vous pour le pays aujourd'hui. Retrouvons-nous au front. » Les déclarations du

premier ministre interviennent alors que le TPLF affirme progresser vers la capitale, revendiquant le contrôle de Shewa Robit, une ville située à environ 220 km de route au nord-est d'Addis-Abeba. Les autorités n'ont pas répondu à une demande de commentaire sur cette revendication.

Les déclarations d'Abiy Ahmed interviennent après une réunion, lundi, du comité exécutif du parti au pouvoir, le Parti de la prospérité, sur le conflit en cours. A l'issue de cette réunion, le ministre de la défense, Abraham Belay, a déclaré que les forces de sécurité seraient engagées « dans une action différente », sans plus de détails. « Nous ne pouvons pas continuer ainsi, ce qui signifie

qu'il va y avoir du changement, a-t-il dit. Ce qui est arrivé et ce qui arrive à notre peuple, les exactions infligées par ce groupe destructeur, terroriste et voleur ne peuvent continuer. »

Etat d'urgence

Le 2 novembre, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire et appelé les habitants d'Addis-Abeba à s'organiser et à se préparer à défendre la capitale, le conflit dans la région septentrionale du Tigré s'étendant vers le sud et les régions alentour. Les autorités estiment néanmoins que les avancées des rebelles et les menaces sur Addis-Abeba sont exagérées.

Covid-19
Les Pays-Bas se remettent lentement de trois soirées d'émeutes

Après un week-end de manifestations contre les mesures sanitaires et surtout trois soirées consécutives de débordements, les Pays-Bas ont commencé lundi à panser leurs plaies et à nettoyer leurs rues. Les Néerlandais ont manifesté contre l'ensemble des mesures sanitaires réintroduites depuis la semaine dernière.

Dans le populaire quartier des peintres à la Haye, les cafés ont nettoyé les traces des violences de samedi. Dany est solidaire des cafés où elle a travaillé toute sa vie et elle est atterrée par la violence des émeutiers. « C'est un scandale, ce n'est pas normal que des gens se comportent ainsi, mais bon, certains y vont pour l'émeute, mais il y en a quand même beaucoup qui y sont allés parce qu'ils en ont marre », analyse-t-elle.

De son côté, le Premier ministre Mark Rutte promet de sévir contre les émeutiers. « Ce que je n'accepterai jamais, c'est que des idiots utilisent de la violence gratuite contre des gens qui travaillent tous les jours pour vous et moi à assurer la sécurité du pays, sous prétexte qu'ils sont mécontents », a-t-il affirmé. Arjen a manifesté samedi contre les mesures sanitaires et il a continué ce lundi tout seul la manifestation dans les rues de la Haye avec une petite affiche. « Notre gouvernement forme 5 000 personnes pour contrôler les codes du passe Covid au lieu de donner cet argent aux soignants. Ce gouvernement met à mal l'État de droit sous couvert de motif sanitaire pour mettre en place un "État-gendarme" », lance-t-il.

Signe de l'ampleur des émeutes, pour la première fois depuis des décennies, la police néerlandaise a tiré vendredi soir à balles réelles sur des émeutiers.

Au Yémen, une campagne en ligne pour dénoncer les violences houthies contre les enfants

Les Yéménites, entre autres des défenseurs des droits de l'Homme, des journalistes et des représentants du gouvernement, ont lancé une campagne sur les réseaux sociaux afin d'attirer l'attention sur les crimes continus des Houthis contre les enfants du Yémen.

En cette Journée internationale de l'enfant, les organisateurs de la campagne ont dit que les Houthis soutenus par l'Iran avaient recruté de grands nombres d'enfants pour les envoyer à la guerre et qu'ils en avaient endoctriné beaucoup d'autres, sans oublier que des milliers d'enfants ont été tués ou blessés à cause de mines terrestres plantées par la milice.

Mohammed Jumeh, délégué permanent du Yémen auprès de l'UNESCO, a déclaré que



la poursuite des opérations militaires sanglantes menées par les Houthis dans la province centrale de Marib avait contraint les enfants yéménites à dormir dans le désert, sans refuge ni provisions.

Les Houthis ont endoctriné, formé et armé des milliers d'enfants yéménites, pour ensuite les envoyer sur les champs de bataille afin de combattre leurs adversaires, a-t-il ajouté.

«Au moment où les nations libres célèbrent la Journée internationale de l'enfant 2021, des enfants dorment sur le sable dans la province de Marib, au nord-est du pays, à cause des Houthis. Ceux-ci ont même armé des dizaines de milliers d'adolescents et les ont envoyés sur les fronts», a déclaré le responsable yéménite sur Twitter.

Le ministre yéménite de l'Information, Muammar Al-Eryani, a déclaré que,

depuis que la milice houthie a pris le pouvoir vers la fin de 2014, des millions d'enfants sont privés d'éducation, de soins médicaux et d'une vie paisible.

«Le monde ne réagit pas aux crimes des milices houthies soutenues par l'Iran contre des millions d'enfants au Yémen qui sont désormais privés de leur droit à l'éducation, aux soins de santé et à une vie normale, en raison de la guerre déclenchée par le coup d'état.»

Les militants yéménites expliquent que la campagne en ligne ne cible pas seulement les groupes de défense des droits humains locaux et internationaux et le monde en général. Elle vise aussi à sensibiliser le public des zones contrôlées par les Houthis aux crimes commis par la milice.

Crise en Guadeloupe

Les grévistes restent vent debout contre l'obligation vaccinale

L'exécutif a vivement condamné lundi les violences urbaines et pillages qui ont lieu en Guadeloupe. Mais derrière la colère autour de l'obligation vaccinale qui agite l'île, se greffent aussi une série de revendications multiples.

Au centre hospitalier de Pointe-à-Pitre, les soignants qui refusent de se faire

vacciner font grève. Tous parlent de leur dilemme : se faire vacciner pour continuer à travailler et à être payé ou, comme ils l'ont choisi, refuser le vaccin et ne plus être payé.

Mais très vite, au-delà de cette première revendication, lorsque l'on parle un peu avec eux, ces grévistes évoquent aussi d'autres problèmes,

comme par exemple le chômage des jeunes qui gangrène la Guadeloupe. Gilles, un soignant de 54 ans, brosse un portrait plus général de cette crise sanitaire mais aussi sociale.

« Dans une crise comme celle-là, effectivement il y a tous les cas de figure. Il y a nous qui revendiquons le fait qu'on ne veut pas se

faire vacciner, on est contre l'obligation. Il y a les jeunes qui ont leurs problèmes. Il faut savoir que le taux de chômage est assez élevé, chez les jeunes d'ailleurs. Il y a des casseurs qui profitent de la situation pour aller casser. C'est vrai que c'est dommage. Cela fait partie des crises, malheureusement ».

Bahreïn

Un projet d'attentat déjoué, des explosifs iraniens saisis

Les forces de sécurité du royaume de Bahreïn ont arrêté un certain nombre de militants avant une attaque planifiée. Elles ont également saisi des armes et des explosifs iraniens qui se trouvaient en leur possession, a annoncé lundi le ministère de l'Intérieur sur son compte Twitter officiel.

Le ministère n'a pas révélé combien de personnes

avaient été arrêtées ni précisé leurs nationalités. Il les a décrites comme «liées à des groupes terroristes en Iran» et a déclaré qu'elles «préparaient des opérations terroristes contre la sécurité et la paix civile».

Bahreïn, qui héberge la cinquième flotte de la marine américaine et d'autres opérations navales internationales, a souvent accusé l'Iran, pays musulman



chiite, de chercher à subvertir le pays à majorité chiite et à régime sunnite. L'Iran a nié ces accusations.

L'année dernière, Bahreïn

avait affirmé avoir déjoué un «attentat terroriste» soutenu par le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI).

Quatrième but de la saison pour Yassine Benzia

Dans le derby bourguignon entre Dijon et Auxerre, Yassine Benzia et les siens ont réussi à renverser leur adversaire, l'international algérien se montrant à nouveau décisif.

Derby entre ex clubs de Ligue 1 qui opposait Dijon à l'AJ Auxerre. Si l'ancien club de Guy Roux est à la 3ème place de Ligue 2 BKT, Yassine Benzia et Dijon, quant à eux, ont connu un début de saison difficile et naviguaient à la 17ème place au coup d'envoi du match.

Pourtant, c'est bien le DFCO qui ouvre le score dès le quart

d'heure du jeu grâce à l'ailier Jacob avant d'aggraver la marque par son grand (par la taille) attaquant, Aurélien Scheidler, à la 38e minute. 2-0 à la pause pour Dijon et la pression du score qui se reporte sur l'AJA de Furlan.

En deuxième période, le coach auxerrois a effectué quelques changements pour essayer de revenir dans le match et l'équipe visiteuse a obtenu ce qu'elle voulait puisqu'à l'heure du jeu, Gaëtan Charbonnier a réussi à réduire la marque pour son équipe (2-1).

Alors que la pression était maximale sur Dijon, c'est

finalement Yassine Benzia, en forme ces dernières semaines et définitivement rétabli de son très grave accident de buggy, qui en a profité pour inscrire le 3ème but des siens, accordant définitivement la victoire au DFCO.

Score final 3-1 pour Dijon qui remonte à la 12ème place de Ligue 2 BKT avec l'étrange bilan de 6 victoires, 9 défaites et seulement 1 nul en 16 journées. Le DFCO n'a que 3 points d'avance sur le 18ème et il n'a que 7 unités de retard sur le barragiste pour l'accession en Ligue 1 Uber Eats.



Mercato :

Belloumi vers le Paris FC



Mohamed Bachir Belloumi pourrait rejoindre la réserve d'un club de deuxième division française. En effet, selon nos informations, le fils du légendaire Lakhdar Belloumi va effectuer un essai d'une semaine avec la réserve du Paris FC.

Le futur de Mohamed Bachir Belloumi pourrait s'inscrire de l'autre côté de la méditerranée car selon nos informations,

l'international A' se trouve actuellement à Paris où il effectuera, pendant une semaine, un essai avec la réserve du Paris FC. D'ailleurs, il se pourrait également qu'il effectue d'autres essais en France. Auteur de 3 buts et 3 passes décisives en 31 matches disputés la saison passée avec le MC Oran, le jeune milieu offensif de 19 ans pourrait passer un cap dans sa carrière si les essais qu'il effectuera prochainement venaient à être concluants.

Hand :

Le programme des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie dévoilé



La Fédération algérienne de handball (FAHB), a dévoilé lundi le programme des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie seniors messieurs 2019-2020, afin de désigner le représentant algérien en Coupe arabe des clubs vainqueurs de coupe, prévue à Arzew en mars 2022.

«En prévision de la finalisation de la Coupe d'Algérie seniors messieurs 2019-2020, nous vous transmettons le programme des rencontres des huitièmes de finale de la dite compétition, entrant dans le cadre de la désignation du représentant algérien en Coupe arabe des clubs vainqueurs de coupe, prévue à Arzew en mars 2022», indique le communiqué de la FAHB publié sur la page Facebook de l'instance.

«Cette compétition se déroulera avec de nouvelles licences», ajoute la FAHB. Selon le programme publié par la FAHB, les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie ont été programmés le 10 décembre.

Pour rappel, la FAHB est dirigée depuis septembre 2021, par un comité directeur présidé par l'ancien international Abdelkrim Bendjemil, suite à la suspension «temporaire», du président élu Habib Labane par le ministère de la Jeunesse et des Sports, en raison de manquements dans la gestion du mandat 2017-2020.

Programme des huitièmes de finale / Vendredi 10 décembre (15h00):

A Djelfa: IC Ouargla - Mouloudia Sig
A Baraki: OM Annaba - ES Arzew
A Relizane: MC Saida - MC Oued Tilet
A B.B Arréridj: CRB Mila - CRBEE Alger-Centre
A Mila: CR Bordj Bou Arréridj - ES Ain Touta
A B.B Arréridj: MM Batna - CRB Baraki
A Sétif: JSE Skikda - MC Alger (ex GS Pétroliers)
A Bouira: M Bordj Bou Arréridj - JS Bir Mourad Rais.

Zinedine Zidane serait partant pour entraîner le PSG

Contacté par le club de la capitale suite au départ annoncé de Mauricio Pochettino, Zinedine Zidane aurait fait savoir qu'il était chaud à l'idée d'entraîner les Rouge-et-Bleu en cas de départ de l'Argentin.

Ce qui semblait n'être qu'une rumeur est-il en train de se transformer en réalité ? C'est en tout cas ce qu'il se dit ces derniers jours en Angleterre. Mauricio Pochettino n'a pas indiqué au Paris Saint-Germain qu'il souhaitait quitter le club de la capitale, mais l'Argentin serait clairement favorable à l'idée de plier bagage afin de répondre



favorablement à l'intérêt poussé de Manchester United.

Pochettino est partance, Paris est dans l'obligation de se trouver un

nouvel entraîneur pour accepter de laisser filer son ancien défenseur. Et dernièrement, le nom de Zinedine Zidane revenait

avec insistance. Malgré ses attaches marseillaises, l'ancien coach du Real Madrid est libre depuis son départ de la capitale espagnole l'été dernier et il aurait déjà été contacté par les dirigeants parisiens.

Zidane chaud pour aller à Paris

Annoncé comme possible successeur de Didier Deschamps à la tête de l'équipe de France, ZZ est-il prêt à faire passer le PSG devant son destin national ? Selon le Telegraph, c'est un PSG tranquille qui est arrivé ce mardi après-midi à Manchester, avant son choc de demain face à City. Un duel pour la première place

du groupe que les Franciliens aborderaient avec soulagement, car le journal anglais affirme que Zidane aurait fait savoir aux Parisiens qu'il était prêt à s'occuper de la bande de Neymar en cas de départ de Pochettino.

Le média britannique ajoute que Paris aimerait être fixé avec son coach actuel d'ici la fin de la semaine avant d'agir en conséquence. Cité parmi les cibles de Manchester United puis du PSG, Zidane aurait une préférence pour le club de la capitale, et ce, même si le poste occupé par Deschamps venait à se libérer après le Mondial au Qatar.

Les vérités de Lionel Messi sur le FC Barcelone version Xavi

Dans son long entretien accordé en Espagne, la Pulga est revenue sur son club de coeur : le FC Barcelone. Et voici ce qu'il en pense.

Plongé dans une crise financière et sportive sans précédent, le FC Barcelone a vécu des mois terribles durant lesquels Lionel Messi a dû plier bagage. Mais depuis le retour de Xavi, les Blaugranas ont retrouvé de l'espoir. Certes, les Culés ne peuvent pas encore prétendre jouer les premiers rôles en Liga ou en Ligue des Champions, mais l'intronisation au poste d'entraîneur de leur ancien chef d'orchestre suscite beaucoup d'attentes. Certains rêvent d'ailleurs d'un destin à la Guardiola. Xavi répondra-t-il aux attentes ? Il est encore trop tôt pour le dire.

Mais dans un entretien accordé à Marca, Messi s'est dit très optimiste. « Il peut apporter beaucoup. C'est un entraîneur qui connaît beaucoup de choses, qui connaît la maison à la perfection et qui a vécu depuis tout petit à Barcelone. Il a redonné de l'ambition à Barcelone parce que c'est une personne très respectée par les socios et les joueurs. Il sera un entraîneur très important pour les joueurs plus jeunes parce qu'il va leur apprendre. Avec lui, l'équipe va grandir, je n'en ai aucun doute. Je parle souvent avec Xavi, depuis toujours. Nous sommes amis, nous avons partagé beaucoup de choses et depuis son départ, nous sommes restés en contact. Je ne me souviens plus de ce que je lui ai dit dans le message, je l'ai félicité pour cette nouvelle étape



et je lui souhaite bonne chance. Il s'en sortira très bien. »

Triste, mais plein d'espoir pour le Barça

Confiant pour la réussite de Xavi, le néo-Parisien est ensuite revenu sur la situation plus générale du Barça. Et en particulier sur le sort réservé à Ronald Koeman. «

C'est toujours injuste envers les entraîneurs. C'était injuste avec Koeman, avec Valverde... Quand il y a de mauvais résultats, le plus simple, c'est de cibler le coach, de le changer et pas les joueurs. Koeman est arrivé à un moment très difficile au club dans lequel des joueurs importants

sont partis, mais il a pu lancer de nombreux jeunes joueurs. Comme je vous l'ai dit, le plus simple est toujours de blâmer le coach. Et ils le savent aussi parce que c'est leur métier. »

Lucide au moment d'évoquer le contexte blaugrana, Messi avoue tout de même être un peu triste de voir son club de toujours se trouver dans une telle situation. « Oui, bien évidemment. Je veux toujours le meilleur pour Barcelone. Je suis fan même si je ne joue plus là-bas maintenant. Et j'ai des collègues et des amis là-bas au sein de l'équipe. Je veux que le Barça aille bien. C'est vrai qu'ils ont laissé des points en championnat, mais il reste encore beaucoup de matches et je ne doute pas que Barcelone reviendra. » Les Culés apprécieront.

Affaire Hamraoui : L'incroyable message d'Eric Abidal à sa femme



Impliqué dans une affaire de tromperie avec la milieu de terrain du Paris Saint-Germain Kheira Hamraoui, agressée début novembre, l'ancien joueur du FC Barcelone Eric Abidal a publié un message d'excuse à l'attention de sa femme Hayet Abidal, qui a déjà demandé le divorce. L'ex-directeur sportif blaugrana aurait eu une relation adultérine avec la joueuse de 31 ans lors de son passage en Catalogne entre 2018 et 2021.

« Hayet Abidal, pardonne moi. Peu importe ta décision, tu resteras à mes yeux la femme de ma vie, et surtout la mère de nos merveilleux enfants. Je mérite cette humiliation même si elle me tue vivant. El hamdouli'allah (Gloire à Dieu, ndlr). An sha'allah (Si Dieu le veut, ndlr), un jour tu me pardonneras », a-t-il posté sur son compte Instagram.



Alpes-Maritimes

Un tee-shirt connecté made in Menton pour «suivre» son cœur

« On propose des données de santé plus variées et surtout plus précises que celles des montres connectées. » Le Mentonnais Jean-Pierre Fort, 25 ans, affiche la couleur : avec BodyConnect, la start-up montée avec son père Laurent, il est prêt à rivaliser avec de vrais mastodontes de la high-tech.

Il explique même avoir « acheté une Apple watch juste pour pouvoir la comparer » avec leur Clicshirt, « 100 % fabriqué en France ». Fruit de huit années de recherche et développement sous-traitées au laboratoire suisse CSEM, ce tee-shirt connecté, « sans équivalent sur le marché » selon les Mentonnais, propose un suivi poussé.

Lavable en machine comme un tee-shirt normal

Des électrodes sont directement tissées dans le textile compressif et technique du vêtement. Et une « cardio-box »



de 17 g, déclipable pour laver le tee-shirt en machine, permet de faire le lien entre elles et une appli smartphone.

En plus d'un électrocardiogramme en temps réel, le dispositif promet aussi le calcul de la variabilité de la fréquence cardiaque. La Vo2 Max (le volume maximal d'oxygène que l'on peut consommer par unité de temps) et la VMA, pour Vitesse maximale aérobie, c'est-à-dire la vitesse de course

à pied à partir de laquelle une personne atteint ce Vo2 max, sont également proposées. « Le produit s'adresse aux sportifs de haut niveau, mais pas que. Les gens qui veulent se surveiller et qui veulent reprendre une activité en sécurité y trouveront aussi leur compte », poursuit Jean-Pierre Fort.

« Se rendre compte quand il faut relâcher la pression »

« Mon père en a eu l'idée il y a une dizaine d'années en me

regardant jouer à la console. Dans une simulation de foot, il y avait la 'powerbar' qui montrait le niveau de fatigue des joueurs. C'est ce qu'on voulait proposer. Aujourd'hui, notre technologie est brevetée dans le monde entier. »

Pour lancer la commercialisation de leur Clicshirt, les Fort ont fait appel à deux champions français de duathlon et de triathlon. « C'est beaucoup moins contraignant que de mettre une ceinture cardiaque », vante Yohan Le Berre dans une vidéo de promotion. « Ça permet de réguler son état de forme et de se rendre compte quand il faut relâcher la pression », avance aussi Romain Guillaume. « Ce n'est pas un dispositif médical », prévient Jean-Pierre Fort. Mais il pourrait prévenir certains accidents. Des alertes sont prévues en cas de dépassement de certains seuils.

En Bref...



Dans le domaine de la cybercriminalité, les groupes se font et se défont de manière régulière. Si le groupe de ransomwares derrière REvil subit actuellement de nombreuses arrestations, un nouveau groupe vient d'être identifié par les chercheurs de l'ANSSI sous le nom de Lockean.

L'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information, indique avoir découvert ce groupe après avoir remarqué plusieurs points communs entre les attaques qui ont touché l'entreprise pharmaceutique Pierre Fabre, la société pharmaceutique Fareva et le journal Ouest-France.

Un groupe actif depuis 2020 Au cours de la dernière année et demie, le groupe aurait compromis les réseaux d'au moins huit entreprises françaises. L'activité de Lockean a été remarquée pour la première fois en 2020 lorsque le groupe a touché une entreprise française du secteur manufacturier et a déployé le ransomware DoppelPaymer sur leur réseau.

Entre juin 2020 et mars 2021, Lockean a ensuite attaqué au moins sept autres entreprises avec diverses familles de RaaS (Ransomware-as-a-Service) comme Maze, Egregor, ProLock ou REvil.

Dans la plupart des attaques décrites dans le rapport de l'ANSSI, le groupe a obtenu un accès initial au réseau des victimes via Qbot. Également connu sous le nom de QakBot, ce cheval de Troie propage d'autres logiciels malveillants, notamment les souches de ransomware ProLock, Egregor et DoppelPaymer.

Qbot s'est principalement propagé par le biais d'e-mails provenant du botnet Emotet, aujourd'hui disparu. Dans au moins un cas connu, Lockean a utilisé le service de distribution de malwares IcedID pour accéder au réseau.

Switch

Nintendo espère avoir enfin réglé le problème du « Joy-Con Drift »



Si vous possédez une Nintendo Switch depuis plusieurs années, vous avez sans doute redouté ou été confronté au tristement célèbre Joy-Con Drift. Présent depuis la sortie de la console en 2017, ce problème, qui touche les manettes de la Nintendo Switch, cause des mouvements involontaires des joystick, rendant impossible l'utilisation de certains jeux.

Le problème est suffisamment grave pour faire l'objet de nombreuses poursuites

judiciaires. À tel point que Nintendo a dû offrir de réparer gratuitement les contrôleurs rencontrant ce problème, même si la manette n'est plus sous garantie.

Les joueurs espéraient que le problème disparaîtrait avec l'arrivée de la Switch Lite en 2019, mais cela n'a pas été le cas. De la même façon, les attentes étaient nombreuses autour de la Switch OLED. Doug Bowser, le PDG de Nintendo of America a ainsi

affirmé dans une interview avec le site The Verge que le Joy-Con Drift devrait disparaître des nouveaux modèles : « Au fur et à mesure que les gens retournent les unités défectueuses, nous avons apporté des améliorations continues dans l'ensemble des Joy-Con, y compris le stick analogique. Cette dernière version, la Nintendo Switch OLED, possède le même stick analogique mis à jour que celui qui est maintenant disponible sur la Nintendo Switch originale et la Nintendo Switch Lite. »

Une question d'usure

Malgré tout, il n'est pas impossible que le problème finisse par revenir. Ko Shiota, le directeur général de la division de développement, avait en effet déclaré en octobre dernier que ce problème était lié à l'usure des manettes et qu'il

était très difficile à éliminer : « Les pneus d'une voiture s'usent quand une voiture roule, puisqu'ils sont en friction constante avec le sol. En gardant cette problématique en tête, on se demande toujours comment on pourrait améliorer la durabilité et, dans le même temps, maintenir le fonctionnement. C'est quelque chose que nous étudions en permanence. Le degré d'usure dépend de facteurs comme la combinaison des matériaux et des formes, et nous faisons constamment des progrès en testant des combinaisons qui sont moins susceptibles de s'user. »

Seul le temps nous dira désormais si le problème est définitivement réglé ou s'il n'a été que repoussé à plus tard.



Des migraines sévères complètement éliminées grâce à un régime à base de légumes verts

Il serait peut être utile d'adopter un régime à base de plantes, riche en légumes à feuilles vert foncé, pour soulager les symptômes de la migraine, suggèrent des médecins dans un rapport de cas d'un homme souffrant de maux de tête sévères et résistant aux traitements classiques pendant plusieurs années. La migraine est une maladie chronique caractérisée par des crises récurrentes qui se traduisent par d'intenses céphalées. On distingue deux principaux types de crises migraineuses : les crises de migraine sans aura, et les crises de migraine avec aura, soit accompagnées ou précédées par des troubles neurologiques transitoires. Son traitement consiste d'abord à supprimer les facteurs déclenchants et à cela s'ajoute un traitement visant à atténuer les crises de migraine et éventuellement à les éviter. Récemment, des experts de la santé appellent à davantage de recherches sur le lien entre alimentation et migraine dans une étude publiée dans la



revue « BMJ Case Reports. » Dans l'étude en question, les chercheurs révèlent qu'un patient qui souffrait de maux de tête sévères et débilissants pendant plus de 12 ans a pu les éliminer complètement après avoir adopté un régime à base de plantes : beaucoup de fruits et de légumes à feuilles vertes. Cet homme avait essayé des médicaments sur ordonnance, supprimé les aliments « déclencheurs » potentiels y compris le chocolat, le fromage, les noix, la caféine et les fruits secs, et a pratiqué le yoga et la méditation dans le but d'atténuer la gravité et la fréquence de

ses maux de tête sévères, mais rien n'avait fonctionné. Les migraines étaient tellement violentes qu'elles avaient rendu presque impossible l'exercice de son travail de photographe. Ses crises disparaissent en moins de trois mois. Agé de 60 ans, l'homme souffrait d'environ 4 à 6 crises par mois, pour un total de 12 à 18 jours de maux de tête par mois accompagnés d'une sensibilité à la lumière et au son, ainsi que de nausées et de vomissements. Faute d'autres options de traitement, ses médecins lui conseillent alors une intervention diététique,

celle d'adopter un régime à base de légumes à feuilles vert foncé, appelé régime « Low Inflammatory Foods Everyday » (LIFE). Des études précédentes avaient en effet démontré qu'il permettait d'augmenter considérablement le taux de bêta-carotène (pigment végétal précurseur de la vitamine A) dans l'organisme et d'y diminuer l'inflammation chronique ainsi que le stress oxydatif. Ce régime comprend la consommation quotidienne de légumes à feuilles vert foncé (épinards, chou frisé, cresson...) crus ou cuits et sous forme d'un smoothie, et des apports limités en céréales complètes, féculents, huiles et protéines animales, en particulier les produits laitiers et la viande rouge. L'adhésion du patient a été mesurée via journal alimentaire et par les taux sériques de bêta-carotène. Le patient a été avisé de poursuivre son traitement de routine pendant l'intervention et de ne pas modifier son mode de vie outre mesure. Lors d'un suivi

de 2 mois, ce dernier a signalé une réduction de la fréquence des crises de migraine, d'environ 18 à 24 jours à 1 jour de migraine par mois. «Un régime alimentaire à base de plantes peut offrir un traitement sûr» Après 3 mois de suivi, les migraines du patient se sont complètement arrêtées et au cours des mois 3 à 6 après la mise en œuvre de ce régime, il a tenté de réintroduire dans son alimentation certains aliments déclencheurs typiques. Lorsqu'il consommait par exemple des blancs d'œufs, du saumon ou du thé glacé, il souffrait de migraine mais d'une intensité plus faible et d'une durée plus courte. Après plusieurs mois de suivi de ce régime, il a même pu arrêter tous ses médicaments contre la migraine. « Ce rapport suggère qu'un régime alimentaire complet à base de plantes peut offrir un traitement sûr, efficace et permanent pour inverser la migraine chronique. », souligne les auteurs de l'étude.

Un vaccin prometteur contre les infections urinaires à répétition

Un vaccin permettrait sous peu d'éliminer les bactéries responsables d'infections urinaires à répétition. Une alternative prometteuse, à mesure que l'antibiorésistance gagne du terrain. Les infections urinaires peuvent toucher plusieurs organes du système urinaire (vessie, rein, urètre, prostate). Pour des raisons anatomiques, elles concernent plus souvent les femmes que les hommes. Ces infections sont provoquées par des bactéries. Rapidement, ces dernières se multiplient, et peuvent atteindre les reins, si elles ne sont pas traitées à temps. On parle d'infections urinaires «à répétition», lorsque leur fréquence est anormalement élevée : au moins 3 épisodes par an. Le plus souvent, un traitement antibiotique permet d'en venir à bout. Problème, certains patients finissent par développer une antibiorésistance, qui complique leur prise en charge.

«Chaque infection ultérieure devient plus difficile à traiter», a déclaré Nicole De Nisco, professeure adjointe de biologie à l'Université du Texas, à Dallas (UT Dallas). Même si vous éliminez les bactéries de la vessie, les populations persistent ailleurs et deviennent généralement résistantes à l'antibiotique utilisé. Lorsque les patients accumulent des résistances aux antibiotiques, ils finissent par manquer d'options.» Pour contrer ce phénomène, la scientifique et son équipe travaillent au développement d'un vaccin contre les infections urinaires. Les résultats de leurs recherches sont parus récemment dans la revue ACS Nano de l'American Chemical Society (source 1). Un nouveau modèle de vaccin testé sur des souris L'élaboration de vaccins contre les bactéries pathogènes est plus difficile, car les bactéries sont beaucoup plus grosses et

plus complexes que les virus, expliquent les chercheurs. «La sélection des composants biologiques à utiliser pour créer des antigènes a été un défi majeur», ajoutent-ils. Au cours de leurs recherches, ils ont démontré l'efficacité de structures métallo-organiques (MOF) pour encapsuler et inactiver des cellules bactériennes entières, afin de créer un «dépôt», qui permet à un agent pathogène mort et intact d'exister dans les tissus plus longtemps, «comme s'il s'agissait d'une infection, afin de déclencher une réponse du système immunitaire à grande échelle.» Pour tester leur vaccin, les chercheurs ont utilisé une souche de bactérie Escherichia coli, responsable d'environ 80 % des infections urinaires. Les premiers essais ont été pratiqués sur des souris de laboratoire. «Lorsque nous avons injecté à ces souris une dose létale de bactéries, après qu'elles aient

été vaccinées, presque toutes ont survécu, ce qui est une bien meilleure performance qu'avec les approches vaccinales traditionnelles, a remarqué le co-auteur de l'étude, Jeremiah Gassensmith. Ce résultat a été constaté plusieurs fois, et nous sommes assez impressionnés par sa fiabilité.» De nombreuses études sont encore nécessaires pour confirmer son efficacité. Bien que la méthode n'ait pas encore été testée chez l'homme, Nicole De Nisco estime qu'elle

pourrait potentiellement aider des millions de patients : «Cette étude prouve que les vaccins à cellules entières sont plus efficaces dans ce modèle de septicémie extrême et mortelle». Et au-delà des infections urinaires récurrentes, les chercheurs pensent que leur méthode du dépôt d'antigène pourrait être largement appliquée aux infections bactériennes, notamment l'endocardite et la tuberculose.





Salon scandinave :

Comment adopter le style cocooning nordique ?

Envie d'un salon à la fois moderne et chaleureux ? Le salon scandinave est fait pour vous ! Voici les idées déco, les conseils couleurs et autres inspirations qui vous permettront de créer une ambiance nordique chez vous.

Les idées déco et inspirations pour créer un salon scandinave

Impossible de passer à côté de la déco scandinave tant cette tendance se fait durable dans nos intérieurs. Et si toute la maison est concernée, le salon se prête tout particulièrement à cette envie déco. Les clés d'un salon scandinave réussi ? Un mix habile entre une déco cocooning et un design épuré. Fausse fourrure, coussins douillets, tapis graphiques, canapés et fauteuils dans lesquels on a envie de se prélasser sont autant d'options pour rendre plus accueillant le salon et lui donner un style nordique. Le mobilier quant à lui devra aussi jouer la carte de la praticité avec des lignes



pures et fonctionnelles. Côté accessoires et petite déco, le minimalisme est de mise et il faudra donc limiter les petits éléments qui chargeraient la pièce.

Blanc, gris, beige, rose : les couleurs du salon scandinave

Pour donner le ton de votre salon scandinave, le code couleur est essentiel car c'est avant tout ses couleurs neutres et douces qui lui donnent son caractère reposant. Si le blanc est la couleur de prédilection à adopter aussi bien aux murs que sur le mobilier ou les accessoires déco, les couleurs neutres comme le gris

ou le beige seront aussi appréciées. L'idée est d'adopter une couleur qui permet de refléter la lumière et de mettre en valeur le mobilier. A cette base, peuvent être ajoutées des couleurs pastel comme le rose ou des teintes plus soutenues comme le jaune ou le bleu.

Quels meubles choisir pour un salon scandinave ?

Si les meubles du salon scandinave se doivent d'être fonctionnels, ils ne font pas l'impasse sur le style ! Le mobilier scandinave est facilement reconnaissable grâce à son piétement iconique, appelé «compas» aussi bien pour le canapé que la table basse,

le meuble TV ou le buffet de rangement. C'est justement ce détail qui donne toute sa légèreté et sa pureté au design d'inspiration nordique. Côté matériaux, le bois clair sera particulièrement apprécié pour apporter de la chaleur à la pièce et se marier à merveille avec le blanc.

Moderne, vintage ou industriel : le style scandinave et ses différentes inspirations

Comme c'est souvent le cas dans la maison, les tendances se croisent pour créer une décoration aux multiples influences. Le salon scandinave n'échappe pas à la règle et vous retrouverez des inspirations plus ou moins modernes, vintage ou carrément industrielles. A vous de choisir votre camp :

Un salon scandinave moderne

Rien ne vous empêche de mixer vos meubles scandinaves à d'autres pièces plus modernes et notamment des pièces de designer. Gardez

dans ce cas à l'esprit que les lignes doivent être particulièrement épurées.

Un salon scandinave vintage

Les amateurs de vintage apprécieront tout particulièrement chiner des pièces scandinaves afin de donner plus de caractère à leur décoration. Parmi les pièces incontournables, on retrouvera le fameux buffet en enfilade ou les fauteuils de designer. Si vous n'avez pas envie d'écumer les brocantes, rassurez-vous car les enseignes déco revisitent les meubles en leur donnant une touche plus ancienne.

Un salon scandinave industriel

Pour une déco un peu plus brute mais tout aussi tendance, vous pouvez aussi insuffler des notes industrielles dans votre salon scandinave. On pourra alors choisir de faire entrer du mobilier ou des accessoires noirs qui créeront un contraste très graphique avec le blanc.

Quelle robe porter quand on a du ventre ?



1. Choisir une lingerie adaptée pour un effet amincissant

C'est la règle numéro 1 ! Avec des dessous en adéquation avec votre morphologie, vous vous sentirez beaucoup plus à l'aise. A l'ère de la lingerie et autres maillots de bain amincissants et sculptants, il est devenu plus aisé de lisser quelques défauts ou complexes en un claquement de doigt. Le soutien-gorge a bien évidemment un rôle pri-

mordial à jouer, et plus particulièrement pour les fortes poitrines qui doivent s'assurer un maintien optimal. Les bodys et autres culottes hautes gainantes sont aussi des options sans pareil pour faire disparaître visuellement des rondeurs ou bourrelets que l'on juge disgracieux.

L'hiver, pensez aux collants avec l'option ventre plat, impeccables sous une petite robe : ni vu ni connu !

2. Miser sur les bonnes ma-

tières pour une silhouette harmonieuse

Comme dans nos conseils pour affiner sa taille, plus la matière sera épaisse et aura du corps, plus elle flattera votre silhouette. Prenez donc soin de bien la choisir de façon à avoir un tombé des plus harmonieux. Exit donc le trop moulant comme le Stretch. En été, autorisez-vous des matières fluides et plus souples qui glissent sur la peau une allure homogène.

Enfin, on vise plus particulièrement les matières mates au détriment des plus brillantes qui marquent, elles, davantage.

3. Adopter les bonnes coupes de robes

Tout d'abord, halte aux idées reçues : les coupes trop amples ne vous avantageront pas forcément et iraient même à l'encontre du résultat escompté. On trouve donc un juste milieu avec des modèles plus classiques et pouvant mettre en avant d'autres jolis

atouts : beau décolleté, longues jambes ou encore un fessier rebondi, qui détourneront l'attention et mettront en avant vos points forts !

La robe taille empire, avec sa coupe évasée qui part de la poitrine, fait merveille pour camoufler un ventre rond.

La robe trapèze quant à elle est également une piste à privilégier avec sa coupe évasée en bas qui dégage les jambes et équilibre ainsi la silhouette.

Enfin, la robe portefeuille sera aussi parfaite pour dégager le cou et ainsi mettre en valeur votre décolleté, sans oublier de marquer votre taille. Tout comme la robe tunique, complice de notre été, que l'on choisit plutôt courte pour éviter l'effet «sac».

4. Eviter le surplus de détails pour une ligne parfaite

On évite les volants, froufrous et autres jeux de superposition qui ne feraient

qu'accentuer votre complexe sur cette zone. Tout comme les drapés, à condition qu'ils restent des plus légers à cet endroit. Rien ne sert d'ajouter trop de volume, bien au contraire.

5. Opter pour les bonnes couleurs de vêtements

Bien évidemment, faites-vous plaisir avec vos teintes de prédilection. Tout en sachant que les couleurs foncées amincissent et seront donc beaucoup plus flatteuses. On a donc obligatoirement une petite robe noire (voire plusieurs versions) dans son dressing, la reine des indispensables et basiques de la garde-robe.

Côté imprimés, on conseille de choisir des motifs légers tout en subtilité et on évite les rayures verticales qui étirent la silhouette, mais dans le mauvais sens !



Exposition en hommage à l'artiste plasticien Salah Hioun au Palais de la culture



Le Palais de la culture Moufdi-Zakaria abrite depuis dimanche une exposition dédiée à l'artiste plasticien Salah Hioun, à l'occasion du 3e anniversaire de sa disparition (17 novembre 2018).

L'exposition qui regroupe à

la Galerie Baya une centaine d'œuvres de Salah Hioun, ainsi que des portraits du défunt réalisés par ses amis artistes, a été inaugurée par la ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal.

A cette occasion, Mme Chaalal a précisé que les œuvres exposées

reflètent la valeur de cet artiste qui a fait honneur à l'Algérie par ses créations. Cette exposition se veut un hommage au défunt qui a enrichi par ses œuvres le monde des arts plastiques, a-t-elle ajouté.

Plusieurs artistes plasticiens amis du défunt ont assisté au

vernissage de cette exposition qui se poursuivra jusqu'au 11 décembre.

Salah Hioun a entamé son parcours artistique au milieu des années 1960 en participant, pour la première fois, à une exposition collective en 1965 au sein de l'Union nationale des arts

plastiques.

Il a suivi une formation académique à l'Ecole des Beaux-Arts d'Alger, mais aussi en France, ce qui lui a ouvert des horizons et lui a permis de découvrir les différents courants et écoles artistiques dans le monde.

Salah Hioun s'est véritablement distingué en tant qu'artiste vers la fin des années 1960, après sa première exposition individuelle qui a eu lieu en 1969. En 1983, il obtient le premier prix du concours «Grand prix d'Algérie des arts plastiques».

Il a réalisé des fresques historiques pour le Musée de l'Armée et a également exposé ses œuvres dans plusieurs galeries.

Théâtre:

Consacrer la prise en charge des problématiques de la langue et la culture amazighes



Le colloque national sur le théâtre algérien d'expression amazighe, ouvert dimanche au centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila, est une «consécration des traditions de prise en charge des problématiques de la langue et de la culture amazighes au sein de l'espace universitaire», a affirmé le Secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad.

La tenue de ce premier colloque national sur «Le théâtre algérien d'expression amazighe, modes de réflexion et formes de créativité, entre tradition et modernité», constitue «une initiative remarquable qui a des échos et des perspectives du fait de développer des approches

scientifiques basées sur l'objectivité et la crédibilité», a considéré le secrétaire général du HCA.

Si El-Hachemi Assad a invité les institutions officielles et les acteurs de la société civile à puiser dans le patrimoine algérien amazigh «rassembleur et riche» au regard de son impact sur la créativité humaine, notamment concernant les origines du théâtre ancien dans le bassin méditerranéen.

Ce patrimoine a contribué à donner de nouvelles dimensions à la recherche sur les divers genres théâtraux dont les carnivals, les traditions et les légendes, a-t-il ajouté, estimant que cela «nous invite à être fiers de notre patrimoine civilisationnel, à le valoriser et

à le promouvoir de toutes les manières et sur les différents médias».

Il a également salué la déclaration du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, sur la nécessité de revaloriser les diverses étapes et les personnalités historiques qui ont façonné le parcours de la nation algérienne à travers l'histoire.

Le secrétaire général du HCA a également exprimé son espoir d'actualiser certaines lois pour accompagner la nouvelle Constitution et les acquis de la langue et la culture amazighes, notamment après l'installation de la Cour constitutionnelle, notant à ce propos que la loi d'orientation sur l'éducation nationale date de 2008.

Il a également mis en exergue

les divers acquis de la langue amazighe dans plusieurs structures officielles et équipements publics, saluant l'initiative de l'agence Algérie presse service qui utilise depuis 2015 la langue amazighe.

Il a évoqué, en outre, le recours de l'Autorité nationale indépendante des élections à la langue amazighe avec l'arabe, d'une manière simple, facilitant son adoption par le citoyen particulièrement en cette période de parachèvement de l'édification institutionnelle de la nouvelle Algérie.

Dans une conférence de presse, tenue avant une rencontre de concertation avec les enseignants de la langue amazighe à Mila, Si El Hachemi Assad a passé en revue les efforts visant la consolidation de la place de

cette langue, rappelant le dernier accord avec le ministère de l'Education nationale relative à la généralisation progressive de cette langue à travers le pays, en qualifiant de «timide» son enseignement à Mila.

Répondant à une question sur la protection du patrimoine oral amazigh «menacé d'extinction», il a affirmé que le HCA a mis en place tous les moyens de prise en charge et conclu des partenariats avec les associations culturelles amazighes du pays auxquelles un budget pour leur soutien et accompagnement a été consacré, en plus du soutien de projets de jumelage avec d'autres partenaires dont le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Ce colloque national de deux jours verra la présentation de près de 40 communications par des chercheurs de plusieurs universités du pays, dont celles de Tizi-Ouzou, Bouira, Oum El Bouaghi, Constantine et Mila, a indiqué la présidente de la rencontre, Asma Hambli.

La manifestation abordera les caractéristiques du discours théâtral amazigh à travers lesquelles il se distingue du type traditionnel dans la forme et le fond, a ajouté la même source.



Yema, une fenêtre sur les films et séries du Maghreb et du Moyen-Orient

Les trois jeunes créatrices de la plateforme Yema veulent offrir une visibilité à la création audiovisuelle venue du Maghreb, du monde arabe, de Turquie ou d'Iran. Une production à la fois pléthorique et mal connue.

Les films et les séries venus du Maghreb ou du Moyen-Orient connaissent un succès grandissant hors de leurs pays d'origine. On songe aux longs métrages primés ces dernières années dans les festivals internationaux – de Mustang à Taxi Téhéran en passant par Plumes ou Costa Brava, Liban – ou aux audiences records réalisées sur certaines plateformes audiovisuelles par les séries israéliennes ou turques, au premier rang desquelles En thérapie, la déclinaison française de la série psychanalytique Be Tipul.

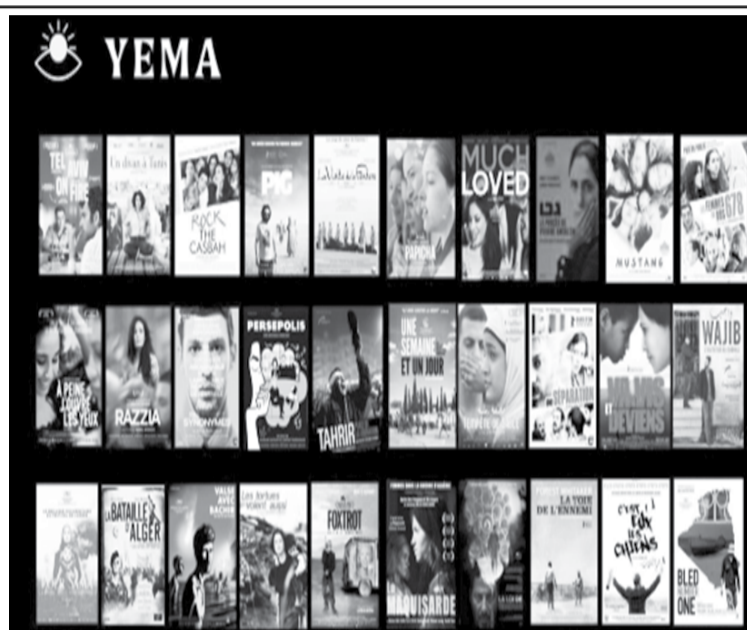
Pour qui veut accéder à ces œuvres depuis l'Europe ou l'Afrique subsaharienne pourtant, tout se complique. Les grandes plateformes de diffusion généralistes, sans même parler des chaînes de télé, diffusent ce type de contenus au compte-gouttes et beaucoup de spectateurs intéressés finissent par se rabattre sur les sites de streaming illégaux.

C'est en partant de ce constat qu'est née Yema. À l'origine du projet, trois amies, des jeunes femmes vivant en région parisienne et passionnées par un cinéma que, faute de qualificatif plus approprié, on qualifiera d'« oriental ». Juliette Gamonal, juriste spécialisée dans l'économie des médias, Léa Taieb, journaliste, et Marine Zana, experte en droit du patrimoine culturel, ont décidé

de créer une plateforme de diffusion dédiée aux créations audiovisuelles maghrébines et moyen-orientales.

Mis sur pied au début de cette année, le projet est aujourd'hui bien avancé, comme l'explique Juliette Gamonal « Le but est de lancer Yema début 2022, avec une plateforme technique suffisamment bien conçue pour soutenir la comparaison avec les Netflix et équivalents. La première année il n'y aura que des films, nous prévoyons de proposer des séries à partir de 2023. Nous serons d'abord sur un principe d'achat à l'acte, à 3,99 euros le film. C'est un tarif dans la moyenne du secteur, seul Netflix peut se permettre de vendre des abonnements à prix vraiment très bas. Mais l'idée est d'aller rapidement vers de l'abonnement. »

Campagne de crowdfunding Actuellement, la plateforme bénéficie d'une campagne de crowdfunding sur le site Ulule afin de boucler le budget nécessaire au développement technique et à l'achat des droits de diffusion. Elle est également soutenue par un incubateur de start-ups parisien, Linc. « Ce qui nous manque encore, résume Léa Taieb, ce sont des investisseurs pour financer le développement et la communication permettant de nous faire connaître. Sur ces deux points, Linc nous accompagne. À ce stade, l'idée est d'aller chercher les spectateurs intéressés par ce cinéma là où ils sont. Donc sur les réseaux sociaux, mais aussi dans des festivals dédiés au cinéma oriental ou auprès d'institutions spécialisées sur la culture du Maghreb ou du Moyen-Orient, que nous avons



déjà commencé à démarcher. » Conscientes qu'il ne suffit pas d'accumuler du contenu pour susciter l'envie, les trois jeunes femmes mettent aussi en avant ce qui constituera l'une des originalités de Yema : l'éditorialisation du contenu. Concrètement, la plateforme bâtira chaque mois une offre construite autour d'une thématique, mêlera œuvres classiques et nouveautés, proposera des interviews de personnalités, des podcasts avec des réalisateurs ou des acteurs, et sollicitera les réactions et les commentaires des spectateurs. « Nous avons beaucoup réfléchi à ce qui s'est passé pendant le confinement, quand les cinémas étaient fermés, explique Léa Taieb, qui sera la principale responsable de cette « éditorialisation ». Les gens ont regardé beaucoup de films et de séries, mais tout le monde visionnait un peu les mêmes, et pas forcément les meilleurs. Justement parce que l'offre était peu ou mal éditorialisée. Alors qu'il y a beaucoup d'idées possibles autour de thématiques

permettant de réunir des œuvres. Bien sûr chaque pays et chaque région a ses codes, mais que ce soit au Maghreb ou au Moyen-Orient, on trouve beaucoup de fictions qui posent les questions de la famille – le deuil, la naissance notamment –, et de la condition féminine. » Les œuvres proposées, espèrent les trois fondatrices de Yema, permettront de faire émerger les points communs et les divergences, mais aussi de tordre le cou à quelques clichés. L'une des grandes questions, qui conditionnera aussi bien le choix des œuvres proposées que l'équilibre économique du projet, reste celle du public visé. Dans un premier temps, les spectateurs seront sans doute d'abord des cinéphiles français déjà intéressés par le cinéma venu du Maghreb et du Moyen-Orient, même si l'idée n'est pas d'être trop élitiste ou « art et essai ». La suite logique, toutefois, consiste à attirer un public plus large et en partie issu de la diaspora. « Ce sera sûrement plus facile quand nous proposerons aussi

des séries, qui sont souvent plus grand public, souligne Juliette Gamonal. Mais nous pensons vraiment qu'il y a une demande de la part d'une population venue d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient, ou ayant un lien émotionnel avec ces parties du monde, et qui se sent sous-valorisée, sous-représentée dans l'offre actuelle, qui est pourtant pléthorique. »

Investisseurs solides

Des études menées sur les habitudes de consommation en Scandinavie ayant montré que les spectateurs hésitaient de moins en moins à souscrire des abonnements à plusieurs plateformes vidéo, Yema pourrait venir en complément à une autre offre, plus généraliste. L'étape suivante, idéalement, consisterait à proposer le catalogue de Yema au-delà des frontières françaises. Mais juridiquement et financièrement, la marche à franchir est haute, explique Juliette Gamonal : « La négociation des droits de diffusion se fait pays par pays et si vous voulez toucher tout le marché francophone, c'est à la fois plus compliqué et beaucoup plus cher. Nous espérons pouvoir le faire dans deux ou trois ans, si nous pouvons nous appuyer sur des investisseurs solides. »

D'ici-là, Yema va tenter de trouver sa place sur le marché français, ce qui ne serait déjà pas si mal. Avec une offre de lancement d'une centaine de films, laquelle devrait s'enrichir chaque mois de cinq à dix titres supplémentaires mêlant œuvres issues du patrimoine, nouveautés de la nouvelle vague algérienne.

Rencontre littéraire en hommage à Hadj Miliani

L'école Artissimo organise ce jeudi 25 novembre une rencontre littéraire en hommage à l'illustre Hadj Miliani, emporté par le Covid en juillet dernier.

La rencontre débutera à 18h00 au hub créatif Artissimo, sis au 28 rue Didouche Mourad, Alger centre.

Un hommage dédié au professeur, homme de culture

d'exception, brillant penseur et chercheur algérien qui a perçu l'importance de la culture populaire underground que représentait la musique Rai. Plus qu'un simple homme de lettres, Hadj Miliani était amateur et animateur d'un Ciné Club pendant 15 ans. Il a également été membre permanent de la revue littéraire Voix multiples.

Commissaire du festival National de la chanson Rai d'Oran mais aussi Directeur de recherche associé au CRASC, il était responsable du projet de recherche : « Patrimoine immatériel en Algérie ». Il a également été membre du Jury Long Métrage du Festival d'Oran en 2011.



Monaco

La princesse Charlene soignée « pour une grande fatigue »

Les nouvelles au sujet de la princesse Charlene de Monaco ne sont pas très bonnes. Elle est actuellement soignée « pour une grande fatigue » dans « un établissement spécialisé » hors de la Principauté, a révélé mardi une source proche du Palais.

Elle « est absente de Monaco depuis un moment » et son état serait « lié à sa faiblesse », a indiqué à cette source, confirmant les informations données par le prince Albert au magazine People.

« Elle savait que la meilleure chose à faire était d'aller se reposer et de suivre un vrai traite-



ment encadré médicalement. Et pas à Monaco, pour des raisons de confidentialité », y expliquait-il.

Une « période de calme et de repos » nécessaire

Dans un communiqué le 16 novembre, le Palais avait déjà indiqué que le couple princier avait « convenu qu'une période de calme et de repos était nécessaire au bon rétablissement de la santé de la princesse Charlene » afin que cette dernière se remette « d'un état de fatigue général profond » après un « parcours médical (...) très éprouvant ces derniers mois ».

De retour le 8 novembre

d'Afrique du Sud, le pays où elle a grandi et dont elle a la nationalité, l'épouse du prince Albert de Monaco, âgée de 43 ans, y avait subi une opération chirurgicale sous anesthésie générale, début octobre, la dernière d'une série d'interventions décidée à la suite d'une infection ORL (oto-rhino-laryngologique).

Absente le 16 novembre à une cérémonie de remise de colis de la Croix Rouge monégasque à laquelle il était prévu qu'elle participe, la princesse était également restée invisible lors de la fête nationale monégasque vendredi.

OL-OM :

Matt Pokora s'insurge contre le jet de bouteille sur le match



Matt Pokora n'a pas du tout apprécié la violence de certains supporters de l'Olympique lyonnais contre son équipe fétiche de l'Olympique de Marseille. Ce dimanche, alors que les deux équipes s'affrontaient en terre lyonnaise, le meneur de jeu marseillais Dimitri Payet a reçu une bouteille d'eau en pleine tête, lancée par un supporter de l'équipe qui jouait à domicile.

Une violence que le chanteur a dénoncée sur Twitter. « On attend qu'un gars envoie une bouteille en verre pour prendre des VRAIES mesures ? Vos

huit clos ça va rien arrêter du tout. Interdiction à vie de stade pour les auteurs et trois points sur tapis vert pour l'adversaire et déjà semaine pro y a plus un seul projectile », a-t-il écrit. L'expression « trois points sur tapis vert » désigne une victoire automatique attribuée à une équipe pour des raisons administratives ou judiciaires.

No comment

Interrogé en marge de la rencontre, interrompue après cinq minutes de jeu, le président du club lyonnais, Jean-Michel Aulas, a plutôt tenté de minimiser l'impact

qu'a pu avoir ce geste sur le joueur marseillais, et a tout fait pour que le match reprenne au plus vite. En vain.

Pour rappel, après le match Nice-OM en août dernier, lorsque – déjà – Dimitri Payet avait été victime d'un jet de bouteille, le patron de l'Olympique Lyonnais était pour imposer des pénalités de points à l'équipe des supporters responsables de ce type d'incident. Trois mois plus tard, Jean-Michel Aulas s'est abstenu, sans grande surprise, de faire ce type de commentaires.

Paris Hilton mariée :

Quel créateur a conçu sa sublime robe à la Grace Kelly ?

Le 11 novembre dernier, Paris Hilton a dit «oui» à Carter Reum dans une sublime robe de mariée inspirée par celle que portait Grace Kelly le jour de son mariage. Mais quel créateur en est à l'origine ?

Paris Hilton vient de réaliser son rêve de petite fille. Après trois fiançailles malheureuses, l'héritière de 40 ans a épousé jeudi 11 novembre Carter Reum, son compagnon depuis deux ans, dans le très chic quartier de Bel-Air à Los Angeles, et ce en présence de nombreux invités, dont des personnalités comme Kim Kardashian ou encore Nicole Richie. Un mariage de rêve pour Paris Hilton, qui n'a pas manqué de partager des clichés de sa magnifique robe de mariée, composée d'un jupon en tulle avec par dessus un motif floral et un col haut. Une création spécialement conçue

pour elle par Fernando Garcia et Laura Kim chez Oscar de la Renta.

En riche héritière et symbole d'une Amérique privilégiée, mais aussi travailleuse, Paris Hilton ayant une fortune estimée à plusieurs milliers de dollars rien que grâce à ses parfums, il ne faisait aucun doute que ses choix allaient se porter vers une maison de couture qui incarne le chic américain, privilégiée par les milieux fortunés. Et si sa robe semble avoir un air de déjà vu, c'est probablement l'effet escompté, puisque pour sa tenue elle s'est inspirée de son idole : Grace Kelly. « Depuis que je suis toute petite, je rêve du jour de mon mariage. J'adorais la princesse Grace Kelly et je l'ai toujours admirée pour son élégance. Elle était tellement iconique. Ma robe Oscar de la Renta m'a trans-

formée en la mariée que je savais que je deviendrais un jour. Intemporelle, sublime et chic », a-t-elle ainsi écrit en légende de plusieurs clichés de sa robe.

Paris Hilton a porté quatre robes lors de son mariage. Toutefois, ce n'est pas la seule robe que Paris Hilton a portée le jour de son mariage. Si elle portait une robe Oscar de la Renta pour l'échange de ses vœux, elle a ensuite enfilé trois autres robes pour le reste de la journée : une robe de bal Galia Lahav en tulle pour la première danse, une minirobe Oscar de la Renta pour la réception, ainsi qu'une robe embellie avec une cape sertie de cristaux de Pamella Roland pour la soirée. Au dressing, pas de robe Lanvin dont elle est l'égérie, mais Paris Hilton a bien gardé son goût prononcé pour une certaine exubérance.



Le président Tebboune ordonne l'annulation des poursuites judiciaires contre les jeunes bénéficiaires de crédits de l'ex-ANSEJ

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a ordonné dimanche l'annulation des poursuites judiciaires contre les jeunes bénéficiaires de crédits de l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ), indique un communiqué de la présidence de la république sanctionnant la réunion du Conseil des

Ministres. La même source précise qu'«à propos de l'accompagnement des jeunes et de l'emploi», le président de la République a instruit de «consolider la gestion de l'Agence nationale d'appui et de développement à l'entrepreneuriat (ANADE), de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANJEM) et de la Caisse nationale d'assurance-chômage (CNAC), en les plaçant sous la

tutelle du ministère délégué à le Premier ministre chargé des microentreprises, dans un délai maximum d'un mois, donner une opportunité aux jeunes en difficulté qui bénéficient de prêts pour soutenir l'emploi des jeunes, et les exempter de suivi judiciaire, tout en approuvant un traitement avec une approche purement économique, selon un échéancier de remboursement de la dette».



COVID-19:

Réouverture des salles des ablutions dans les mosquées

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a annoncé, lundi, dans un communiqué la réouverture des salles des ablutions dans les mosquées, avec le respect du protocole sanitaire relatif à la lutte contre la Covid-19.

«Après une réunion de coordination entre la Commission ministérielle de la Fatwa et le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de la Covid-19, il a été décidé de la réouverture pour les fidèles des salles des ablutions dans les mosquées. Une mesure qui intervient dans le cadre de la reprise des activités dans les différents domaines de la vie, pour peu



que ces salles soient ouvertes 15 minutes avant l'appel à la prière et soient fermées 5 minutes après la prière», lit-on dans le communiqué.

Le ministère relève, toutefois, qu'il importe parallèlement

à cette mesure, de prendre des mesures supplémentaires qui accompagneront cette réouverture dans les mosquées en général et dans les salles des ablutions en particulier, consistant notamment à

«veiller à organiser l'entrée aux salles des ablutions, en vue de garantir la distanciation physique et à mettre des produits de stérilisation à la portée des fidèles dès l'entrée». Le ministère a également attiré l'attention sur la nécessité de «se limiter à l'utilisation du savon liquide et d'œuvrer à la désinfection des salles des ablutions de manière périodique et organisée». Dans ce cadre, il importe, selon la même source, de rappeler la teneur des précédents communiqués, comme la nécessité pour les personnes présentant des symptômes de cette maladie ou d'autres maladies similaires, telles que

la grippe saisonnière, d'éviter de fréquenter les lieux publics, notamment les mosquées, pour ne pas contaminer les autres personnes», tout en «appelant les imams à accompagner les fidèles et à les sensibiliser à la nécessité de faire leurs ablutions à la maison».

Les orientations englobent également «la nécessité de respecter les mesures préventives, d'inciter les fidèles à se faire vacciner» et d'«appeler les mosquées à s'acquiescer de leur rôle dans l'orientation des citoyens, en s'imprégnant des qualités suprêmes prônées par l'islam pour leur propre intérêt et celui du pays».

Lancement de la 1^{ère} version en braille du kit de l'Unicef de l'expression et de l'innovation

L'association «El Moustakbel» pour le développement de Batna a lancé, lundi, la première version en braille du kit de l'Unicef de l'expression et de l'innovation en présence de la représentante de cette organisation en Algérie et coordinatrice des programmes, Dr. Thoria Hassan Hussein.

Une copie a été remise à la représentante de l'Unicef à l'école des sourds-muets de la ville de Batna en marge des deux ateliers organisés par cette association sur ce kit au profit des enfants scolarisés de cette école et d'enfants autistes à l'occasion de la célébration de la

journée internationale des droits de l'enfant (20 novembre).

Dr. Thoria Hassan Hussein a considéré que la version en braille du kit de l'expression et de l'innovation est «un don précieux de l'Algérie à tous les enfants aux besoins spécifiques du monde notamment les malvoyants», exprimant sa joie et celle de sa collègue à l'Unicef Nawal Abdessamed de se trouver à Batna et dans cette école spécialisée, où des enfants aux besoins spécifiques ont utilisé pour la première fois en braille le kit de l'expression et de l'innovation développé par l'Unicef.

Elle a également ajouté que



cette initiative de l'association «El Moustakbel» pour le développement de Batna sera utile pour les adolescents de 10-19 ans aux besoins spécifiques de l'Algérie mais aussi à leurs pairs à travers le monde qui peuvent ainsi profiter de ce kit pour développer leurs compétences sociales et créatives.

De son côté, le directeur

de l'action sociale et de la solidarité de Batna, Mohamed Lamine Rehaïlia, a affirmé à l'APS que toutes les facilités et l'accompagnement nécessaires ont été accordés à l'association pour concrétiser ce projet.

De même, le directeur de l'école des malvoyants, Mohamed Messaïdia, a salué l'initiative qui a eu un écho très favorable chez les écoliers de l'établissement ayant pris part à ce premier atelier du genre en Algérie.

Le coordinateur du projet Upshift de l'association El Moustakbel pour le développement, Miloud Samaï, et la présidente de l'association,

Saada Berdjouh, ont indiqué qu'un groupe d'enseignants et animateurs de l'association ont participé à la concrétisation de ce projet pendant plusieurs mois en transposant les 12 activités du kit en braille et sous forme tactile.

Les délégués de l'Unicef arrivés dimanche à Batna y séjourneront pendant trois jours qui seront consacrés à l'évaluation du projet Upshift de l'association El Moustakbel pour le développement dans ses trois volets à savoir l'entrepreneuriat social, le kit d'expression et de l'innovation et le plaidoyer sociojuridique du mouvement associatif.